

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

**VENDREDI
4 JUIN 1976**

Belgique : 15 FB. Suisse : 1 FS.

Criailleries...

Emeutes et barricades dans la majorité : Sanguinetti tonne et annonce qu'il ne peut pas soutenir une minute de plus une politique de défense nationale qui brade « notre » indépendance; Messmer vole à la rescousse... Les ministres, toutes tendances confondues, font front pour jurer, la main sur le cœur que rien n'a changé. La majorité semble s'enfoncer dans les querelles de boutiques et de doctrines.

Une partie de l'UDR est montée en première ligne au Parlement pour essayer de torpiller le projet de Fourcade-Giscard sur les plus-values. Il a fallu une fois de plus « l'autorité » de Chirac et la menace d'une diversion de JSS pour que les plus enragés des anti-Fourcade mettent un peu de vin dans leur eau. Dans le débat sur l'armée, les conflits sont plus violents encore. Le langage de Sanguinetti ressemble à s'y méprendre à celui de G. Marchais sur la question — et ses emportements ressemblent fort à un chantage à l'abandon de la majorité... Gouvernements et godillots se jettent sur leurs brevets de gaullisme à la figure tandis que s'amplifient les divergences.

Situation paradoxale: sur le fond, les vieilles barbes du gaullisme auxquelles la couleur Chirac est restée dans la gorge brillent d'autant plus fort qu'elles n'ont pas d'alternative stratégique réelle à opposer à la politique giscardienne. La classe dominante ne s'y trompe pas, qui ne prête pas attention outre mesure à leurs clameurs. Face à l'irrésistible ascension électorale de la gauche, l'heure n'est pas aux envolées nostalgiques mais à la préparation des batailles. L'attelage Giscard-Chirac-Ponia n'est peut-être pas merveilleux, mais c'est encore le moins mauvais dont dispose la classe dominante.

Réalisme qui enfonce chaque jour davantage la tête sous l'eau à ceux qui, pour toute parade à la montée de la gauche, proposent de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers et agitent les fantômes fatigués de la résistance...

Les glissements de Sanguinetti et autres godillots en perte de vitesse sont aussi une invitation à la fraction au pouvoir à ne pas trop les oublier dans le partage anticipé du gâteau municipal. Sinon... Sinon pas grand chose, pour la simple raison que cette fraction déclinante de l'UDR n'a de toute façon pas grande marge de manœuvre... Hors des bas-côtés du pouvoir, pas de salut ! Jusqu'aux échéances électorales de 77 et 78, l'avenir de ce qui reste de l'UDR est bien, bon gré mal gré, dans les rangs du pouvoir, pas dans ceux de la guérilla dont Sanguinetti agite le fanion défraîchi.

Alain Brossat

LE PAS DE DEUX DE MARCHAIS ET BERLINGUER

C'est dans les Halles de la Villette pleines, et tapissées aux couleurs italiennes et françaises, que s'est ouvert le meeting tant attendu par le PCF. Il ne faisait aucun doute que la direction du PCF allait utiliser l'image « démocratique, indépendante et pluraliste » du parti de Berlinguer pour, en quelque sorte officialiser sa « marche à l'italienne » initiée lors du XXII^e Congrès du PCF. Les discours prononcés par les deux dirigeants communistes jeudi soir dépassent, dans ce sens, toutes les espérances.

Marchais et Berlinguer ont tout d'abord tenu à préciser la marche indépendante de leurs partis vers le socialisme.

« Certes, déclarait Georges Marchais, la politique de nos deux partis, profondément enracinée dans la vie de leurs pays respectifs, présente des caractéristiques nationales, c'est même nécessaire. La politique des communistes ne relève pas de la décalcomanie. »

SUITE PAGE 3

JEANNE ET ROLAND

On a trouvé cette mise au point de Roland Leroy dans « Paris-Normandie ».

« Vous avez bien voulu mentionner ma présence aux manifestations anniversaire du sacrifice de Jeanne-d'Arc, je vous en remercie.

Cependant, vous avez commis une erreur, probablement involontaire, en écrivant que j'y participais « pour la première fois ». En effet, ces manifestations ont toujours été l'occasion de souligner mon attachement et celui de mes amis à l'indépendance nationale, à la conception du rôle du peuple que symbolise Jeanne. Nous le fimes sous différentes formes. Sauf en cas d'impossibilité matérielle, mon absence aux manifestations officielles certaines années était due à ma désapprobation du choix que faisait le maire de Rouen de la personnalité président les cérémonies. Cette année, ma présence avait notamment pour signification de témoigner, à l'occasion de la venue à Rouen du président de l'Assemblée nationale, de mon attachement à l'institution parlementaire ».

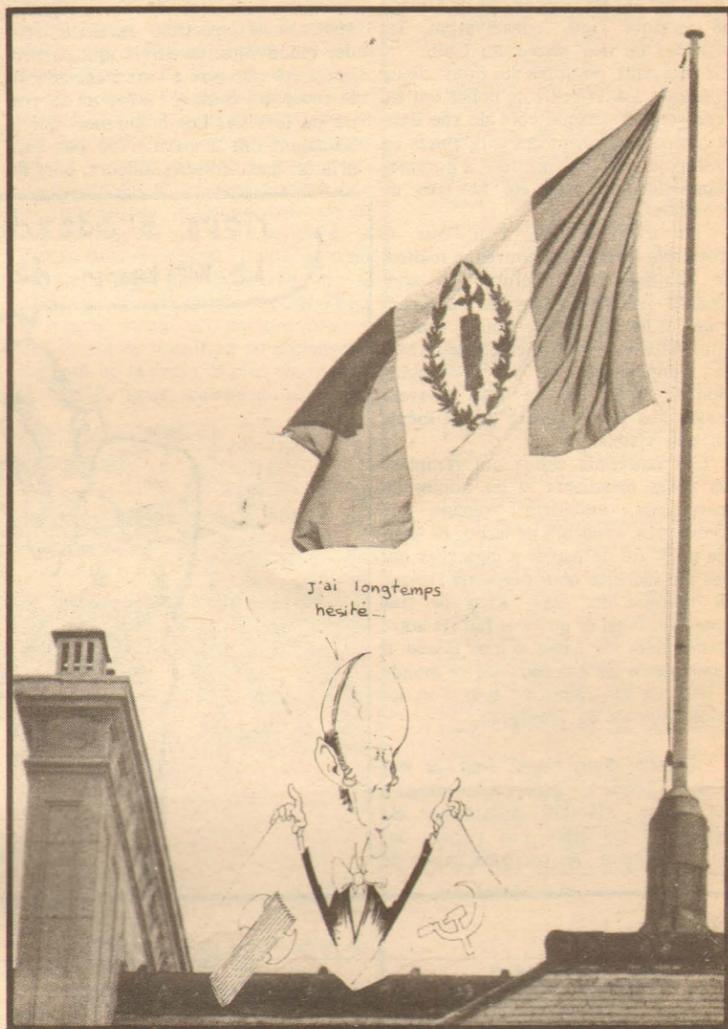
Sans commentaire

● LIBAN

Joumblatt renouvelle son appel à la France p. 2

● ALLEMAGNE

Willy Brandt découvre le Berufsverbot p. 2



LE « RETRO » SAUCE GISCARD

Giscard a fait apposer sa marque sur le drapeau qui flotte au dessus de l'Elysée : un faisceau de licteur muni d'une hache sur le blanc (la couleur du drapeau qui symbolise le roi). On peut aller chercher la référence dans l'histoire romaine. Mais plus près de nous, un vieux maréchal avait déjà eu l'idée d'y rajouter une francisque.

Le Syndicat de la magistrature dépose un préavis de grève

« Nous avons décidé de poser un préavis de grève » a annoncé le Syndicat de la Magistrature, au début de sa conférence de presse, tenue hier dans la soirée, en réponse à la convocation du substitut Ceccaldi, devant son procureur général, pour s'entendre notifier les poursuites engagées par Lecanuet.

« Toute action concertée qui entraverait la marche de la justice nous est interdite », a poursuivi le SM, mais dans cette affaire qui entrave la marche de la justice si ce n'est Lecanuet ? Cette judicieuse question montre que le SM a décidé d'embrayer sur une vitesse supérieure, en révélant publiquement ce qu'on pouvait déjà percevoir ou pressentir, à savoir la tentative d'étouffement d'un dossier explosif. Une plaquette distribuée par le SM montre largement le processus. Nous y reviendrons.

La question qui se pose maintenant est de savoir à partir de quand la grève interviendra. En déposant un préavis de grève, le SM veut montrer sa volonté de négociation.

Depuis trois semaines, il a demandé à être reçu par Lecanuet qui n'a toujours pas daigné répondre. Si la commission de discipline devait se réunir et prononcer une sanction contre Etienne Ceccaldi, la grève serait alors inévitable.

Reste le problème de sa légalité. Le SM estime qu'elle est juridiquement possible quoiqu'en dise Lecanuet. Il rappelle aussi qu'à propos de l'affaire Tomasini (qui avait accusé en 1971, la magistrature de lâcheté), la grève avait eu lieu sous la conduite de la hiérarchie conduisant dans les locaux du Palais, une manifestation de magistrats en robe.

D'évidence, le ton a monté. La parole est maintenant à Lecanuet. Lui qui refuse les poursuites judiciaires contre les entrepreneurs normands convaincus d'ententes illicites, lui qui a tenté d'étouffer les scandales pétroliers, serait mal venu de se draper dans les grands principes — qui dans cette affaire ne sont pas de son côté — pour justifier la répression.

Georges Marion

Demain
16 pages

PFF... ILLISIBLE...



Rouge engage le débat avec ses lecteurs

Réunion de l'OEA à Santiago

LA COLOSSALE FINESSE DES BRODEQUINS A CLOUS

A deux jours de l'ouverture à Santiago de l'Assemblée Générale des Etats-Américains (OEA) l'ordre et la propreté régissent dans la capitale chilienne.

Le régime de Pinochet veut donner aux délégués de l'OEA, la meilleure impression possible sur l'état du régime. Régulièrement la radio et la télévision diffusent des spots rappelant à la population qu'elle est responsable de l'image de marque que conserveront les visiteurs de leur séjour au Chili.

En attendant, on utilise les bons vieux procédés. Les effectifs de police ont été renforcés. A chaque coin de rue dans le centre stationnent des carabiniers en uniforme. Et un milliers d'hommes supplémentaires ont été envoyés de province.

Et c'est là que l'on voit la Kolossale finesse des nouveaux maîtres de Santiago. Les renforts qui sont répartis par paire dans les rues centrales et les abords des hôtels, sont en effet vêtus en civil. Mais leur teint halé de campagnards et les brodequins cloutés qu'ils ont le plus souvent gardés aux pieds, restent quand même un peu visible.

Ces nouveaux venus ont remplacé les petits mendiants et les nombreux marchands ambulants, cireurs de chaussures, vendeurs de lacets, de bubble gum, ou de papier à cigarettes qui ont été sacrifiés pour préserver l'image de marque du pays. Rien de très nouveau. C'est ce qu'avait fait cet autre tortionnaire de Chah d'Iran quand il avait convié les « grands » de ce monde à fêter en son camp du drap d'or, les fastes oubliés de Persépolis.

Depuis deux mois, tout ce qui pourrait ternir l'aspect de Santiago a été banni. 250 000 dollars ont été dépensés à cet effet. Les vitriers ont donc remplacé les carreaux cassés de

certains édifices, tandis que les plâtriers rebouchaient à la hâte les traces de balle datant de la révolution, le coup d'état militaire du 11 septembre 73. Les monuments publics ont été ravalés. Les parcs nettoyés et de nouveaux jardins remplacent les anciens terrains vagues.

Et comme en Iran, où des palissades avaient été élevées pour masquer à la vue de ces « augustes visiteurs » le spectacle malencontreux des bidonvilles, un effort tout particulier a été consacré à l'aménagement de la route qui mène de l'aéroport au centre de la ville. Les bidonvilles qui la bordaient ont disparu. Non pas supprimés, mais déportés ailleurs, hors du

champ visuel des hôtes de Pinochet. Les habitants des petits pavillons au bord de cette route ont reçu des fleurs et des petits arbustes pour faire coquet. « Blume macht frei... ». Les conducteurs de bus ont reçu l'ordre écrit de se raser tous les jours, de porter une cravate et de surveiller leur langage.

Comme les petits cadeaux entretiennent les grandes amitiés, la Chambre de Commerce a demandé, a exigé des commerçants qu'ils accordent un rabais de 25 % à tous les participants de cette conférence.

Seules victimes de cette offensive de ravalement de façade les *asociax* ont été arrêtés en masse. Et la chasse au chien errant bat son plein...

nous Brodezdons gondre
La lenteur de la justice...



LIBAN

KAMAL JOUMBLATT RENOUVELLE SON APPEL A LA FRANCE

L'intence activité diplomatique, après l'intervention militaire syrienne au Liban, se poursuit. Plus que l'appel à la grève générale, elle marque l'évolution de la situation politique. La rencontre, avant hier, entre Kamal Joumbhatt, le leader de la gauche et Béchir Gemayel, dirigeant des FPhalanges (extrême-droite chrétienne) est incontestablement un élément nouveau. Il traduit le recul de la gauche qui affirme accepter un arrêt des hostilités

avant les négociations entre belligérants. Dnas le même temps la droite serait prête à discuter des réformes proposées par la gauche.

Pour obtenir le retrait syrien la gauche et la Résistance Palestinienne sont disposés à faire de multiples concessions. Kamal Joumbhatt a réitéré hier son appel à l'intervention « diplomatique et politique » de la France. Il a même précisé : « la France s'intéresse traditionnellement au Liban car une partie essentielle de notre civilisation vient de France. C'est pourquoi elle pourrait nous appuyer au Nations Unies deant le conseil de sécurité ».

Ainsi pour la première fois la gauche serait disposée à une médiation internationale sur un problème qu'elle a toujours expliqué être « entre Libanais ». Cette attitude vient de la crainte d'une hégémonie syrienne sur le Liban.

Le gouvernement français avait déjà proposé une intervention militaire pour « garantir un cessez le feu ». Cette proposition est inassumable. Là où des dizaines de milliers de soldats syriens ne peuvent rien, les commandos français iraient à l'échec. Le gouvernement, minoritaire dans le pays, ne pourrait justifier son attitude.

Cependant son rôle, comme médiateur entre les combattants, en organisant une table ronde à Beyrouth où Paris pourrait être approuvé par tous. Il en a été sérieusement question lors de la visite, hier, de l'ambassadeur de France au Président Frangjié.

L'intervention syrienne ne vise pas à écraser la Résistance Palestinienne (comme Hussein de Jordanie en septembre 70). Le régime de Damas n'en a ni les moyens ni la volonté politique. Il s'agit plus de contrôler les palestiniens pour faire avancer la négociation globale concernant le conflit du Moyen-Orient. C'est sur le fil d'un rasoir que l'intervention se poursuivra jusqu'à ce qu'une solution politique soit en vue.

R. Brestar

UN MILLION DE MEURTRES SANS IMPORTANCE

Acquittement à Hambourg pour six anciens SS

Malgré le témoignage de 200 survivants, dont certains ont été entendu en Israël, aux Etats-Unis, aux Pays-Bas, en Autriche, en Grande-Bretagne et en Union soviétique, le tribunal de Hambourg a acquitté jeudi six anciens SS accusés du meurtre de plus d'un million de juifs dans les ghettos de Varsovie, Lublin, ainsi que dans les camps de Belzec, Sobibor, Trawnike et Treblinka.

Les jurés ont estimé qu'en dépit des témoignages il n'y avait pas de preuves que les six hommes aient participé aux faits qui leur étaient reprochés. L'ancien Hauptsturmführer et commandant de camp de Trawnike Karl Streible, et les anciens SS Michael Jczak, Kurt Reinberger, Erwin Mittrach et Theodor Pentzick et Joseph Napieralla sont donc sortis libres du prétoire. Il faut noter que c'est en tant que prévenus libres qu'ils s'étaient présentés devant la cour. Le procureur avait requis la prison à vie pour Streibel, et des peines d'emprisonnement allant de 4 à 7 ans contre Jaszak, Reinberger et Mittrach.

RFA

La lutte contre le « Berufsverbot »

W. BRANDT : « JE REGRETTE »

Les déclarations contre le « berufsverbot » se multiplient au sein du parti social-démocrate ouest-allemand. Après la présidente des Jeunesses socialistes, deux membres du comité directeur du SPD se sont élevés contre le décret d'interdiction professionnelle.

« Le SPD a commis une faute politique » en mettant en application ce décret avec l'opposition démocrate-chrétienne, a déclaré Horst Ehmke à la télévision. Pour Klaus Matthiesen, dirigeant du SPD dans le Schleswig-Holstein, les inquiétudes et critiques soulevées à l'étranger à propos de la lutte contre les « extrémistes » en RFA sont « justifiées et compréhensibles ». Même le « *Vorwaerts* », organe du SPD écrit que la décision d'annuler le licenciement d'une institutrice communiste constitue un

« camouflet pour ceux qui s'obstinent à fouiner dans la vie publique et privée des citoyens ».

La pression suscitée par la campagne contre le « berufsverbot » en Allemagne comme à l'étranger, l'écho de cette campagne au sein du SPD ont conduit les dirigeants de ce parti à prendre position. Dans un livre écrit en collaboration avec le Chancelier Helmut Schmidt, Willy Brandt estime qu'il a commis une « erreur » en signant le décret instituant l'interdiction professionnelle. « Des développements grotesques ont eu lieu depuis lors » et « les dispositions prises alors ont été un échec total » poursuit l'ex-chancelier qui explique sa décision par la volonté de couper l'herbe sous les pieds de la démocratie-chrétienne.

F.C

LES LECTEURS ALLEMANDS EN FRANCE : SUSPECTS !

La répression et la chasse aux sorcières continuent en Allemagne Fédérale. Aujourd'hui on peut ajouter un autre élément au dossier qui touche directement la France. En effet depuis le 1er juillet 1975, existe une directive pour les lecteurs allemands en service à l'étranger, envoyés par l'Office Allemand d'Echanges Universitaires (DAAD) mais employés par le gouvernement français dans les universités, une directive qui constitue une entrave à la liberté d'opinion et au libre exercice de leur fonction d'enseignants chercheurs en France. Voici le texte :

« Si leur comportement (celui des enseignants du supérieur concernés) ou le comportement d'un membre de leur famille nuit à la réputation de la RFA dans le pays d'accueil, la subvention accordée sur la base des présentes directives leur sera retirée par la DAAD, en accord avec le Ministère des Affaires Etrangères. Simultanément la DAAD engagera des négociations avec l'université

étrangère dans le but de mettre fin avant terme aux fonctions des enseignants du supérieur concernés ».

Cette directive essaie d'introduire en France, des mesures discriminatoires et répressives employées jusqu'à présent seulement en RFA dans le cadre des Berufsverbotes. Les lecteurs concernés ont adopté le 2 mai 76 une motion pour protester contre ces mesures :

« Les lecteurs constatent que cette directive est susceptible de restreindre considérablement pour les lecteurs allemands en fonction à l'étranger, le droit fondamental à avoir une opinion et à l'exprimer librement. Le caractère répressif de cette directive ressort clairement du fait qu'elle s'étend explicitement aux membres de la famille des enseignants... il est en effet inadmissible... que la DAAD envisage d'intervenir auprès de l'employeur étranger afin qu'il mette rapidement fin avant terme aux fonctions de l'enseignant. Cette directive permet l'extension aux pays

étrangers des mesures relatives aux interdictions professionnelles pratiquées en RFA. »

Ajoutons à cela que le SNES-SUP ainsi que les sections d'Allemand de plusieurs universités ont ouvertement condamné cette directive.

D'autre part des lecteurs allemands de l'Office Allemand d'Echanges Universitaires « condamnent de la manière la plus résolue les interdictions professionnelles... et tout l'arsenal de mesures répressives contre les forces démocratiques en Allemagne de l'Ouest et à Berlin-Ouest, mesures qui portent atteintes aux libertés garanties par la Constitution ou qui les abolissent. Ces mesures sont de nature à créer, dans les domaines de la vie sociale concernés, une atmosphère d'insécurité et d'intimidation, à laquelle contribuent notamment les investigations, inhérentes à la pratique des interdictions professionnelles, portant sur l'opinion des citoyens... »

Correspondant

SENEGAL

SENGHOR A L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Le journal de Dakar, « le Soleil » a annoncé récemment que le comité préparatoire du Congrès de l'Internationale socialiste a recommandé à l'unanimité l'admission en son sein de l'Union progressiste sénégalaise (UPS), parti au pouvoir.

Mais quel est donc ce parti ? Au pouvoir depuis l'indépendance, il sera le socle politique sur lequel toute la domination impérialiste française se consolidera. Pratiquant une féroce répression il jouera, de fait, un rôle de parti unique. Illustration flagrante de cet état de fait : le ministre de l'éducation Doudou N'Gom est aussi secrétaire général de la centrale syndicale intégrée (CNTS) et le ministre de l'intérieur Jean Collin est tout bonnement français d'origine !

Cette entrée à l'Internationale Socialiste est le résultat d'un rapprochement entre directions réformistes social-démocrates et direction bourgeoises néo-coloniales. Elle signifie un projet de réforme du marché impérialiste avec un élargissement des bénéfices pour les bourgeoisies indigènes.

Senghor, dirigeant éclairé a su comprendre les recompositions politiques au sein de l'Europe. Déjà au moment de la décolonisation portugaise, il avait appuyé la politique de « son ami Mario Soares ».

Aujourd'hui, grâce à un semblant de démocratisation (1) il se présente la tête haute dans le concert des Mitterrand et Schmidt. Depuis quelques mois se succèdent au Sénégal les délégations du Parti socialiste français. Ce fut Mitterrand en personne, puis Pontillon et Christian Goux. Un tourisme politique dans lequel il ne fut jamais question des trous françaises stationnées à Dakar, pas plus que de la répression permanente contre les travailleurs et les militants anti-impérialistes. Le parti de Senghor va donc pouvoir retrouver le Mapam Israélien, le Parti Social-démocrate malgache de Resempa... du joli monde ! Une consécration qui ne doit pas nous abuser. Elle ne saurait nous faire oublier tant le sort des travailleurs sénégalais en France que la répression, le fichage et l'intimidation des étudiants... tout cela au profit d'un régime situé au cœur des intérêts français en Afrique.

G.GABRIEL

(1) Aujourd'hui la nouvelle constitution n'autorise l'existence de trois partis suivant une grotesque classification : un parti socialiste démocratique (l'UPS de Senghor), un parti démocratique libéral (le PDS d'Abdoulaye Wade) et un parti marxiste-léniniste (en recherche).

L'EXTREME-GAUCHE ITALIENNE ET LES ELECTIONS



LES G.C.R.

Les Gruppi Comunisti rivoluzionari (section italienne de la IV^e internationale) furent constitués en 1949 par un groupe de jeunes militants venant des Jeunesse socialistes et du PCI et par quelques militants déjà liés à la IV^e internationale.

L'organisation appliqua pendant de longues années une orientation entriste en jouant un rôle dans la polarisation des groupes et « tendances » de gauche dans le PCI et le PSIUP. A la suite du retard dans le tournant nécessaire à partir de 1966-67, les GCR eurent une très grave crise en 1968-69. Ce qui impliqua une tâche de reconstruction très difficile dans le mouvement étudiant et dans les secteurs d'avant-garde ouvrière large.

Ils sont actuellement présents, avec 400 militants, dans 25 villes, avec une certaine influence à Turin, dans le sud (Bari, Tarente) à Perugia et à Milan. Ils sont implantés dans certaines grandes industries comme la FIAT, l'Italsider, l'Alfa-Romeo de Milan et l'Alfasud de Naples. Les GCR développent également un travail systématique dans le milieu étudiant et enseignant et participent aux organes de coordination du mouvement de libération de la femme.

Leur journal, Bandiera Rossa paraît hebdomadairement pendant la campagne électorale.

Les GCR se sont battus pour une présentation unitaire des révolutionnaires aux élections. Ils ont adhéré localement à Democrazia Proletaria et ont quelques candidats sur les listes à Turin, Naples, Salerne.

L.M.

6/ Les chances de la gauche révolutionnaire

Gouvernement des partis ouvriers, nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier de la FIAT et des autres grandes industries, rupture des liens avec l'OTAN : tels sont les axes centraux du programme des Gruppi comunisti rivoluzionari pour les élections du 20 juin. Les GCR se sont prononcés dès le début en faveur d'une liste unitaire des forces de la gauche non réformiste. Ils ont donc salué favorablement l'accord atteint entre les diverses composantes autour de Democrazia Proletaria, sans pour autant cacher les limites de cet accord : tout d'abord l'absence d'une base programmatique commune ; deuxièmement, les critères de répartition des candidats sur les listes.

Mais malgré ces limites, qui en produisent une supplémentaire (la campagne de DP est en fait une confluence de plusieurs campagnes, celle menée ensemble par Avanguardia Operaia et le PDUP, celle menée par Lotta Continua, celle du Mouvement des travailleurs pour le socialisme (ml), etc...), le résultat central est que la liste unitaire existe, malgré tous les efforts et les pressions des réformistes (PCI en tête) pour les faire échouer.

Le fait que, au lendemain du 20 juin, on aura un groupe de députés non réformistes au parlement, posera aux forces qui se trouvent à la gauche du PCI, le problème de l'utilisation de cette tribune, des rapports entre l'activité parlementaire et l'activité dans le mouvement des masses ; des rapports avec les partis réformistes, etc... Toute une série de questions qui ne pourront pas être résolues en un jour.

La question programmatique sera alors au centre d'un vaste débat qui traversera toute la gauche révolutionnaire et qui pourra s'étendre à des secteurs plus larges du mouvement ouvrier. Le problème de la fragmentation de la gauche non-réformiste sera également posé avec plus d'acuité : les trois regroupements centristes, quelques organisations de force moyenne et toute une myriade de groupes locaux (les « autonomes »). La puissante poussée de la base qui a obligé le PDUP à accepter l'accord unitaire s'est déjà prononcée sur ce point en réclamant une perspective d'unification de toutes ces forces dans un parti révolutionnaire. Ce débat sera relancé au lendemain du 20 juin.

Le PDUP, en prévision d'une telle échéance réduit les délais qui l'amèneront à l'unification organisationnelle avec AO. Mais une initiative de plus large ampleur a été prise par une représentante de la direction de

Lotta Continua (Lisa Foa) : la proposition d'une « constituante pour le parti révolutionnaire ». Cette initiative peut avoir un grand impact et battre en brèche les manœuvres de la droite du PDUP qui, fondamentalement se propose de créer un parti de pression sur le PCI, pas très différent de ce qu'était le PSIUP des années 60. La proposition de Lisa Foa a une portée unitaire qui correspond aux exigences et aux attentes de dizaines de milliers de militants. Son intérêt est évident : une discussion d'ensemble du programme du parti révolutionnaire devrait aborder la question de la stratégie à suivre en Italie dans les années à venir, la tactique face aux réformistes, le problème de la démocratie interne du parti révolutionnaire, la conception des rapports avant-garde/masse, la question de la transition au socialisme, les liens internationaux d'une telle organisation.

ternational. Autour de ces points centraux, il est ensuite possible de relier les objectifs revendicatifs et les libertés démocratiques.

Le point le plus débattu sera probablement celui de la transition au socialisme, à savoir le type de rapport entre les révolutionnaires et le gouvernement PC-PS, et le type de rapport entre les institutions et les organismes d'auto-organisation de la classe ouvrière. Ce problème est plus lié à l'« après-élection », mais il est nécessaire dès maintenant d'opérer une clarification sur ce terrain, car c'est un des points les moins clairs au sein de la gauche non réformiste. L'illusion d'un pouvoir populaire qui naît et se développe malgré le maintien de l'Etat bourgeois et qui est proposé comme une forme de transition au socialisme, apparaît de la façon la plus claire chez le PDUP, mais également, sous une



Une discussion de ce type, à laquelle participerait non seulement les militants des organisations, mais qui se développerait à un niveau de masse, dans les comités divers (dans les écoles et les usines, les quartiers et les casernes), risque d'avoir un impact supérieur à tout ce qui a pu exister auparavant. Il est donc nécessaire pour les GCR de se définir maintenant sur les points fondamentaux de ce débat : le gouvernement ouvrier, celui de la nationalisation (d'autant plus compréhensible s'il est lié au chômage et donc à la nécessité du contrôle ouvrier et de la réduction du temps de travail sans réduction des salaires) ; celui de la rupture des pactes politico-militaires qui lient le pays à l'impérialisme in-

forme différente, dans l'élaboration de Lotta Continua et de AO.

Le débat sur le programme revêtira donc un rôle central dans la phase post-électorale. Ce débat pour l'instant est très peu avancé, et ce retard pourrait impliquer un résultat limité le 20 juin pour Democrazia Proletaria. Mais il faut éviter que ce débat se développe sur des questions - certes importantes - mais partielles ou sectorielles : c'est pourquoi les GCR pensent que les questions du gouvernement ouvrier, des nationalisations et de la sortie de l'OTAN doivent être au centre de la discussion.

Edgardo Pellegrini, membre du BP des GCR.

5 REPUBLICAINS IRLANDAIS JUGES EN GRANDE BRETAGNE

5 républicains viennent d'être jugés à Manchester et condamnés à un total de peines de 16 réclusions à perpétuité et 625ans.

Les traces des violences subies durant les interrogatoires étaient encore visibles quand ils comparurent devant le tribunal. Les rapports médicaux ont constaté notamment : une mâchoire fracturée, 1 nez, 1 bras cassé, de multiples contusions à la tête. (Notons que les aveux obtenus sous contrainte sont reconnus valables en Grande Bretagne). Brendan Dowd, Sean Kinsella, Stephen Nordone, Paul Norneu et Noël Gibson ont tous refusé de participer au procès, renvoyé leurs avocats et sont demeurés dans leurs cellules.

Le 28 mai on ne savait toujours pas où ils étaient incarcérés. Le procès était pourtant fini depuis 15 jours.

Plus de 1 000 ouvriers ont manifesté mercredi soir à Barcelone pour protester contre le licenciement mardi de 1 800 employés de l'entreprise Motor Iberica (qui dépend du trust multinational Massey Ferguson).

Deux manifestants ont été arrêtés au cours de cette démonstration, qui se déroulait aux environs d'une église occupée dans la journée par quelques deux cent parents des ouvriers licenciés.

L'entreprise Motor Iberica qui emploie 4 000 travailleurs dans son usine de Barcelone, fabrique des poids lourds « Ebro » et des moteurs.

Nous publions demain un entretien avec un militant de la Ligue Communiste qui a été l'un des principaux dirigeants de cette lutte.

URUGUAY

CARLOS COITINO

Carlos Coitino, dirigeant du syndicat des employés de banque de l'Uruguay (ABU) avait été arrêté en décembre 1974, libéré en avril 75 et de nouveau arrêté en mai 75. Au moment de cette dernière arrestation il avait été violemment torturé. Depuis il était détenu au camp de concentration de Libertad. C'est là que les militaires sont venus l'enlever pour une destination inconnue. Comme en témoigne la longue suite d'assassinats commis, ces derniers mois, par la dictature uruguayenne, sa vie est en danger.

D'autre part, les arrestations de militants ouvriers continuent. Au cours de la dernière semaine plusieurs ouvriers de l'entreprise de fabrication de pneumatiques funsa on été arrêtés au cours d'une rafle. FUNSA est l'une des entreprises les plus importantes de l'Uruguay ; depuis de nombreuses années le syndicat de FUNSA est dirigé par des militants combattifs.

DEMENTI CAMBODGIEN

Le chef de la délégation du Cambodge en Algérie a démenti mercredi soir à Alger les informations annoncées par « Chine Nouvelle » sur le rétablissement des relations diplomatiques avec le Chili de Pinochet, rompues par le GRUNK après le coup d'Etat.

Le délégué cambodgien a réaffirmé le « soutien des dirigeants et du peuple khmer à la lutte du peuple chilien contre le fascisme et l'impérialisme ».

(AFP)

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

LE PAS DE DEUX DE MARCHAIS ET BERLINGUER

Ce à quoi Berlinguer a fait écho en déclarant : « L'action des deux partis est la capacité de développer et d'innover leur élaboration politique en maintenant avec fermeté leurs principes mais sans rester prisonniers de formules ou d'expériences dépassées par le temps ou qui se

révèlent comme étant inadéquates aux conditions dans lesquelles se déroule la lutte pour le socialisme dans des pays tels que les nôtres. »

Puis il a ajouté, disant tout haut ce que Marchais pense plus bas : « Nous, communistes italiens, de même que vous (communistes

français), sommes conscients de ce qu'a signifié pour l'histoire du monde la révolution d'octobre et sa victoire. Mais dans les sociétés qui sont nées en Union soviétique, après cette victoire, et dans l'Est européen, après la deuxième guerre mondiale, en même temps que de grandes et positives réalisations, présentent des aspects que nous considérons de manière critique ou qui, de toute façon, ne sont pas applicables en des pays comme les nôtres. » Ainsi les choses sont claires et c'est la première fois qu'elles sont dites aussi clairement à une tribune du PCF.

Marchais en a profité pour glisser au passage quelques innovations, ou, pour le moins, préciser une orientation qui se dessinait, en déclarant que « les communistes français et italiens sont pour la démocratisation de la communauté économique européenne dans ses orientations et dans son fonctionnement ».

Il a laissé la parole à Berlinguer pour expliquer que « le PCF et le PC se prononcent pour la pluralité des

partis politiques, pour le droit à l'existence et à l'activité des partis d'opposition, pour la libre formation et la possibilité de l'alternance démocratique des majorités et des minorités. (...) ils se prononcent de même pour la libre activité et l'autonomie des syndicats. » Voilà qui est nouveau.

Le rapprochement qui s'affirme entre les deux principaux partis communistes d'Europe occidentale est d'importance et nous y reviendrons demain. On doit se sentir seul ce matin au Kremlin. Qu'importe : Enrico Berlinguer ne disait-il pas au micro de France-Inter mercredi après-midi : « Peu importe que l'œil de Moscou nous regarde. Nous pensons à notre politique et nous poursuivons notre route. » Ainsi, le meeting de Paris aura été l'occasion d'un nouveau « discours de Moscou » pour Berlinguer (il avait proclamé haut l'indépendance de son parti en mars à la tribune du congrès du PCUS).

Mais c'est la première fois que Marchais lui emboîte aussi clairement le pas.

Anna Libera



Jean Kanapa (au centre), membre du bureau politique du PCF, accueille Berlinguer (à droite).

Le débat sur la stratégie militaire

UNE GUERRILLA VERBALE

Ce n'est plus un débat entre gens de bonne compagnie, c'est une mêlée de rugby ! Après la publication de l'article du général Méry et le discours de Giscard à l'institut des hautes études de la Défense nationale, la bataille fait rage dans la majorité. Sanguinetti (Alexandre) affirme tout de go : « Il ne m'est personnellement plus possible d'apporter mon soutien à une telle politique. » Messmer sonne la charge : « Il s'agit d'un bond en arrière de dix ans de la pensée militaire française ». Pour un peu, la fraction de l'UDR qui se reconnaît dans ces propos se jetterait dans les bras de Marchais et Henu qui en appellent, contre Méry et Giscard, aux mânes du général de Gaulle...

Aussi sec, les hommes du gouvernement contre-attaquent : Bourges, Sauvagnargues, Rossi et le président soi-même y vont de leur couplet pour couvrir Méry et réfuter les accusations d'hérésie doctrinale en matière militaire.

Quel est le crime de Méry ? Tout simplement d'avoir affirmé, peut-être avec un peu plus de netteté que Giscard lors de sa prestation à la télé, qu'en cas de bataille sur le sol européen ou dans une des zones de conflit proche, la France s'y engagera et tiendra sa place dans le cadre de la solidarité atlantique. N'est-ce pas également l'esprit des déclarations de Giscard sur le Liban ? Pour Méry, comme pour Giscard, il y a forte probabilité pour que, dans la période qui s'ouvre, l'Europe et le pourtour méditerranéen soient le théâtre de conflits qui mettront à l'épreuve la solidarité occidentale.

La nouveauté de la conjoncture présente tient, pour eux, comme pour les tenants de l'impérialisme américain et allemand, au fait que ces conflits ne prendront pas la forme d'affrontements nucléaires se nouant sur le champ européen et débouchant sur le bouquet thermonucléaire final. Il s'agira de conflits localisés d'abord, opposant par personnes interposées le bloc impérialiste à « l'autre camp » mais mettant en cause un rapport de forces intranational global - auquel donc aucune puissance impérialiste occidentale, de premier ou de second rang, ne peut être indifférente. Cette bataille peut prendre des formes multiples mais Giscard insiste dans son récent discours sur le fait qu'elle ne peut être considérée comme localisée par nature, qu'elle peut très bien devenir générale et notamment englober la France comme espace stratégique et pas seulement comme puissance militaire.

Cette nouvelle perception des conflits a des conséquences militaires évidentes, elle débouche sur la revalorisation de l'armement dit conventionnel et l'accent porté sur la nécessité de troupes aguerries, bien armées, mobiles. Surtout, cette perception de l'Europe et du pourtour méditerranéen comme champ de bataille « total » dans les prochaines décennies que l'on voit se préciser au fil des discours de Giscard montre



comment s'abolit progressivement la distinction entre menace venue des Etats ouvriers de l'Est et menace liée à la subversion interne dans les pays capitalistes. C'est à un affrontement général qui pourra prendre des formes multiples et très compliquées que se préparent Giscard et ses alliés américains. Vision réaliste liée à la montée de la révolution en Europe occidentale et aux déboires de la stratégie impérialiste dans le bassin méditerranéen.

Méry a exprimé en termes crûment militaires ce que Giscard a formulé au niveau des « concepts ». Il a dit nettement que, dans le cadre de la stratégie offensive que l'impérialisme s'efforce de définir face à la montée actuelle des périls, la France n'hésiterait pas à mener une « bataille de l'avant » au côté de l'OTAN. Propos qui repose sur un accord stratégique fondamental avec l'impérialisme américain et implique non pas la réinsertion dans l'organisation intégrée, mais des formes de coordination très étroites entre les forces françaises et celles de l'OTAN. Ce n'est pas pour rien que Bonn a enregistré avec satisfaction ces propos raisonnables.

Pourquoi la fraction de l'UDR qui se trouve aujourd'hui en perte de vitesse et campe dans la nostalgie de la grandeur gaulliste prend-elle le mors aux dents jusqu'à faire un chantage à la rupture avec la majorité ? Qu'y a-t-il de plus dans les propos de Méry et Giscard que dans les déclarations précédentes ? Un peu plus de clarté, sans doute, une précision plus grande quant aux axes stratégiques de la politique militaire, mais assurément pas de revirement stratégique. Raymond Aron, dans *le Figaro*, a beau jeu de faire la leçon aux godillots enragés en leur expliquant la continuité fondamentale de la politique giscardienne par rapport à celle de ses prédécesseurs : la défense du monde libre. Et d'expliquer que ce ne sont pas tant les doctrines que la vie elle-même qui ont changé... ce qui n'est pas tout à fait faux. La stratégie militaire gaulliste, y compris dans ses aspects de « grandeur » irréalistes, se situait dans le cadre relativement figé d'un affrontement en perspective entre les deux « superpuissances ». l'intégrité de

l'Europe capitaliste étant de facto garantie par le parapluie américain. Les luttes sociales en Europe n'avaient pas alors la dimension explosive qu'elles acquièrent aujourd'hui et le cadre de travail des bourgeoisies occidentales s'en trouvait, au plan militaire, singulièrement plus simple qu'aujourd'hui... Oui, la vie a changé !

Enfermés dans leur cuite du passé, les Sanguinetti, Messmer... n'ont pas véritablement d'alternative à défendre face au choix que propose Giscard. Eux qui accusent Giscard de toutes les trahisons ne se sont pas privés d'opérer quelques petits virages en épingle à cheveux, pas vraiment conformes à la lettre du gaullisme, façon V^e République : en prenant fait et cause pour l'armée de métier par exemple...

La bataille qu'ils engagent maintenant est largement conçue à des fins de politique politicienne par cette fraction dont l'audience décroît chaque jour dans la classe dominante. Une guérilla verbale en forme de chantage, comme pour réaffirmer désespérément ses droits à l'existence... Pauvres godillots !

A.B.

**Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque**

Attentats à Paris et Quimper

QUI EST DERRIERE ?

L'attentat commis contre les bureaux de la société d'Intérim, Prestec, boulevard de Sébastopol, jeudi matin a causé la mort de quatre locataires de l'immeuble. C'est à ce jour l'attentat le plus meurtrier. Parallèlement, sur coup de téléphone anonyme, la police découvrait deux autres engins explosifs bien en évidence, au siège d'une autre société d'Intérim, travaillant pour la Régie Renault. Des tracts des « Brigades révolutionnaires » devaient être découverts à proximité. Première constatation pour le moins troublante : les bombes du Bd Sébastopol et de Boulogne Billancourt sont identiques. Des bouteilles de Butagaz bourrées d'explosifs et munies d'un détonateur. Deuxième constatation, exactement au même moment, plusieurs autres attentats ont été perpétrés à Quimper mais cette fois-

ci signés par un certain « Front Révolutionnaire International ». Or, malgré ce sigle, il semble que le FRI soit tout autre chose qu'une organisation révolutionnaire. Des dessins de parachutistes, des croix gammées et des coupures de presse, relatant les derniers attentats de Paris (banque Rotschild et un commissariat du 15^e, revendiqués eux aussi par le FRI) ont en effet été retrouvés à Quimper. D'autre part, il faut signaler que le Parti des Forces Nouvelles a été le premier à réagir aux attentats (tiens donc ?) exigeant par la même occasion la dissolution des « groupes gauchistes ». Pourquoi pas celle des groupes mêlés aux kidnappings du PDG du disque ? Là au moins les noms sont connus. Mais nous reviendrons sur les questions posées par cette vague « inespérée » (pour Poniatowski s'entend) d'explosions.



Procès des trafiquants corses de la COVIREP

LE VIN, PUIS LE SANG

3^e jour de procès pour le trust du vin corse. Après les aveux fracassants de Depelle sur le protocole bidon de vente (Rouge 2 juin), Jean-Claude Cuzac est lui aussi revenu sur ces déclarations en affirmant que « tous les participants savaient très bien qu'il s'agissait d'un protocole d'habillage ».

La 3^e audience a presque exclusivement été consacrée à la déposition de M. Borghetti PDG de Mattei CAP Corse, partie civile, des plaidoieries de ces avocats ainsi que de celles de M^o Fillipi pour la CGT Mattei.

Interrogé sur ces différentes activités, M. Borghetti devait rappeler son passé comme trésorier de la Régie Renault et son licenciement sur ordre des ministères de l'Intérieur et de l'Industrie, pour ses sympathies autonomistes. Pendant une suspension de séance il devait dire « Au ministère on va même jusqu'à dire que je serais trésorier de l'ARC ». Dans une déclaration adressée au tribunal : « J'ai le sentiment d'être victime d'un règlement de comptes à un niveau élevé. J'ai constaté des réticences à différents échelons de l'administration, j'ai entendu prononcé par des responsables des stupidités concernant le

protocole ; il paraîtrait que Mattei, était associé avec les autres sociétés pour faire suer le burnous aux viticulteurs ».

Son avocat M^o Biaggi fit pour la première fois dans ce procès référence aux événements d'Aléria : « Si votre justice avait été saisie avant peut-être que le drame d'Aléria aurait été évité. Il faut vous dire que la viticulture Corse a été assassinée dans ses affaires. La Covirep a voulu mettre la main sur tout le négoce vinicole corse ».

S'il est une autre grande muette de ce procès c'est bien les ouvriers des sociétés qui déposent leur bilan. M^o Fillipi devait le rappeler, pour le compte de la CGT Mattei, évoquant le fait nouveau en affaire financière d'une constitution de partie civile par les ouvriers. En effet à Mattei depuis le début du scandale 1/4 des ouvriers ont été licenciés, et la paie des autres est de 30 % inférieure à

celle de leurs collègues de la même branche sociale. « Nous savons dit

M^o Fillipi que si Mattei ne pouvait récupérer l'argent que lui doit Covirep (11 millions de NF) tout finirait mal pour les ouvriers. Nous disons que les agissements du prévenu, la non exécution du contrat 1974 ont causé à l'ensemble du personnel un préjudice certain « la CGT Mattei réclame IF de dommage et intérêts ».

Le président Guth qui dirige les débats a perdu toute sa sérénité aujourd'hui. Dans son souci de séparer les scandales vinicoles et l'affaire d'Aléria, il devait intimer plusieurs rappels à l'ordre, faire évacuer la salle après un accrochage entre M. Borghetti un avocat de la défense. C'est avec plaisir qu'à la fin de l'audience, il prononça le rapport du procès au 8 juin 13h pour le réquisitoire et les plaidoieries de la défense. Le délibéré ne sera vraisemblablement pas prononcé en toute « sérénité » avant celui de la Cour de Sécurité de l'Etat jugeant le Dr Simeoni et les autres autonomistes.

Jean-Gilbert du Cap

Pendant votre week-end...

Allez voir le stand du « Quotidien Rouge » et le stand de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la Quatrième internationale) discutez avec les journalistes du quotidien, comment il est fait, quel bilan des trois premiers mois ? dans un cadre agréable, à la campagne

A LA FETE DE LUTTE OUVRIERE

à Mériel, les 5, 6 et 7 juin, à 30 km de Paris spectacles, jeux, films, débats-forums permanents entrée : 20 F départs en car de la Porte de la Chapelle à partir du 5 à 11 h 30 ; un train spécial gratuit partira le dimanche 6 juin à 14 h de la Gare du Nord pour aller à Mériel. Plus de 70 groupes et organisations révolutionnaires seront présents.

Les grèves dans la presse parisienne

LE PROJET DU POUVOIR

France-Soir n'est pas sorti hier matin et le Figaro ce matin. La grève des ouvriers du Livre a marqué un avertissement supplémentaire dans le cadre de la crise de la presse qui s'exacerbe. En rompant avec le syndicat de la presse patronal, Ferry pour France-Soir et Hersant pour le Figaro se sont en dernier ressort solidarisés avec Amaury du « Parisien Libéré ».

En effet, c'est devant l'évolution des négociations entre le syndicat patronal de la presse et les syndicats du Livre que les deux patrons ont pris leur décision de rompre : un accord était sur le point d'être passé pour soient « récupérés » les 500 travailleurs licenciés du Parisien Libéré par les autres journaux. France-Soir notamment devait embaucher 150 salariés (les embauches étant réparties au prorata du tirage des différents journaux concernés).

Or la direction de France-Soir, après celle du Figaro, était en train d'étudier la modernisation de son système d'impression, notamment par l'introduction de la photo-

composition ; ces mesures devaient conduire à des licenciements plutôt qu'à des embauches nouvelles.

Pourtant le syndicat du Livre est très modéré dans ses propositions « sérieuses et raisonnables » en acceptant que l'affaire Amaury ne soit pas évoquée « en préalable » mais seulement dans le cadre des discussions techniques sur l'introduction des nouveaux moyens d'impression.

Tandis que ce dialogue de sourds s'éternise, les patrons vont de l'avant : le projet d'Hersant est



de constituer un véritable empire national autour du Figaro et au service du pouvoir de Chirac.

Le député Hersant a reçu 7 milliards de subside d'origine inconnue pour cette opération. Celle-ci n'en est qu'à son début : plusieurs impressions en province à distance, des éditions étalées sur la journée avec des suppléments régionaux spécifiques, une concentration totale de l'information, des « une », des grandes masses politiques, une publicité nourrie et nourrissante, tous ces projets sont dans l'air. La restructuration de la presse et la gigantesque concentration qui en résulterait seraient une arme terrible pour le pouvoir, pour d'une part suppléer au « Monde » qui le boude, d'autre part contrebattre en cas de victoire comme en cas de défaite de l'Union de la gauche, la presse ouvrière. Tout cela implique évidemment licenciements et déqualification. Tous les travailleurs de la presse sont concernés, et les obstacles à une solidarité in-

terprofessionnelle doivent être levés : pour la garantie de l'emploi et des ressources pour le personnel en place, l'agencement et le financement des départs à 57 ans pour répondre aux problèmes d'emploi posés, pour l'utilisation du matériel moderne par les professionnels du Livre, y compris ceux du « Parisien Libéré », pour contraindre le patronat à négocier avec l'Union nationale des syndicats de journalistes... A ces revendications syndicales, il faut ajouter la lutte pour la liberté illimitée de la presse, c'est-à-dire contre les trusts Hersant ou Hachette, pour la nationalisation de tous les grands moyens d'impression et de diffusion...

C'est en liant le combat et les revendications de tous les salariés de la presse et en posant les problèmes d'ensemble de la mainmise accentuée du pouvoir sur l'information, qu'un mouvement profond, uni et puissant pourra voir le jour.

G.F.

notes politiques

Teisseyre restera-t-il en prison ?

Alors que le juge d'instruction de Narbonne a accepté la mise en liberté provisoire de Albert Teisseyre, le viticulteur emprisonné après l'affaire de Montredon, le Ministère public a décidé de faire appel contre cette décision. La Chambre d'accusation de Montpellier devrait statuer dans les plus brefs délais. Il faut tout de même rappeler que Teisseyre a soi-disant été reconnu sur une photo où l'on aperçoit un homme de dos qui épaulé un fusil. Et, c'est tout. L'état de santé du viticulteur n'a cessé de se dégrader depuis son incarcération. Qu'est-ce qui peut donc justifier l'obstination criminelle du ministère public à garder emprisonné Teisseyre ?

COMMUNIQUE

Vendredi 4 juin, à 13 H 30, à la 2^e Chambre de l'annexe du Palais de Justice, 6-12, rue Ferrus, Paris 14^e, une militante du CAP, Juliette Elgrably, passe en procès pour opposition à une amende de 30 Frs. Amende pour « interpellation des passants et vente de journaux ». C'est lors d'une vente du CAP devant la prison de la Santé que l'amende a été notifiée. C'est donc la liberté d'expression et d'information qui est menacée.

Le CAP appelle à venir nombreux à ce procès pour la défense des libertés qui nous concerne tous.

LE CAP

PAS DE MEETING FASCISTE A RENNES

Ce soir à Rennes, le triste comité de soutien à l'armée prétend tenir un meeting avec Dupuy de Mery, « contre les syndicats dans l'armée ». Après une première tentative ratée, les mêmes nazillons tentent de remettre ça. Ce meeting survient après une multitude d'agressions, la dernière en date étant celle du lycée Jean Macé.

A l'heure où plusieurs dizaines de soldats sont au trou dans les casernes, où le pouvoir utilise les bidasses pour briser les grèves (notamment celle des éboueurs de Lyon), Giscard envisage d'envoyer un « corps expéditionnaire » au Liban, ce meeting est une véritable provocation.

C'est dans ce cadre que le Comité Anti-fasciste rennais, soutenu par les organisations d'extrême-gauche et les comités de lutte étudiants et lycéens, appelle à une manifestation en vue d'interdire le meeting fasciste. Le rendez-vous est donné ce soir à 19 H Place de la Poste.

TRES IMPORTANT

Suite à un vol à la Librairie rouge, il est demandé à tous ceux qui ont payé des achats de livres les vendredi 28 et samedi 29 mai par chèque, de faire opposition à ces chèques et d'écrire à la librairie (10 impasse Guéméné Paris 4^e) en renvoyant un chèque.

OU EN EST LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ?

par Denis Berger

5/ LE PCF, REFORMISME ET REVOLUTIONNAIRES

La puissance de la propagande est énorme. A force d'entendre Georges Marchais répéter, chaque fois qu'il en a l'occasion, que le XXII^e congrès a été un grand moment de la créativité politique, on serait prêt à applaudir à l'innovation. En fait, l'idée force du « socialisme aux couleurs de la France » n'est pas si novatrice. Gagner une majorité parlementaire, occuper l'Etat, le réformer de l'intérieur, appliquer une politique progressiste et, à une autre étape, éventuellement, si le suffrage universel l'approuve, envisager le passage au socialisme : tout cela a déjà été dit. Il n'y a pas quarante ans, Léon Blum distinguait finement l'exercice du pouvoir dans le cadre de l'Etat bourgeois, de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Il était en faveur de l'une et de l'autre des solutions mais ne pratiquait que la première.

Réformiste

Mais la question n'est pas là. Beaucoup de travailleurs pensent que tout pas en avant pour sortir de l'ordre du régime actuel peut être utile, même si la réflexion théorique qui l'accompagne est proche de la nullité. Malheureusement, la façon dont un parti conçoit l'avenir des luttes influe directement sur son comportement quotidien.

Le PCF donne la priorité à la voie électorale. Cela ne signifie pas qu'il renonce aux batailles extraparlémentaires. Tout récemment, il a montré qu'il entendait se manifester dans les entreprises. Il a fait et fera encore descendre dans la rue sur ses propres mots d'ordre. Mais toutes les actions ainsi entreprises, mêmes les plus « dures », sont destinées à préparer les échéances électorales dont les dirigeants communistes rappellent toujours le caractère sacré. Il n'est pas question de généraliser et coordonner les luttes en cours, de leur donner une perspective politique immédiate. Pas question de créer une situation où, comme en 36 ou en 68, le mouvement propre des travailleurs pourrait amener le pouvoir bourgeois au bord du gouffre. Une accumulation de combats partiels dont l'épanouissement se fera dans l'intimité de l'isolier.

Toute cette orientation, ouvertement affirmée dans les textes du parti, signifie que les communistes français ont choisi la voie des réformes

graduelles. Le tournant qu'implique leur brouille avec l'Union Soviétique est un tournant vers le réformisme. Réformisme d'un type particulier car le PCF n'est pas devenu pour autant l'équivalent d'un parti social-démocrate. Ses origines, son mode d'organisation, la nature de ses liens avec le mouvement ouvrier le différencient profondément du Parti socialiste. Bien plus, la concurrence que lui fait ce dernier oblige le PCF à maintenir son image de marque de parti d'avant-garde exprimant les vœux des masses.

Dans l'avenir, il continuera à vouloir paraître plus à gauche que Mitterrand et ses amis. Le maintien de son influence est à ce prix.

Mais, plus que jamais auparavant, plus qu'en 1968, même si c'est par des moyens différents, le Parti communiste fera obstacle de toutes ses forces à toute lutte de masse qui prendra un caractère suffisamment ample pour constituer une menace révolutionnaire pour l'ordre établi.

Où sont les communistes ?

Comment a-t-on pu en arriver là, dans un parti qui continue à se réclamer des traditions de la révolution d'octobre ? Cette question mérite une réponse claire. Le PCF a connu depuis l'avènement du gaullisme une profonde transformation de sa base militante. La majorité des adhérents n'a pas connu l'époque stalinienne ; elle a été formée à l'école de l'idéologie nationaliste et réformiste qui a pris de plus en plus le dessus, de Waldeck Rochet à Georges Marchais. Ceux qui la composent sont soucieux avant tout d'efficacité à court terme. Ils sont prêts à accepter bien des tours de leurs dirigeants pourvu qu'ils soient persuadés que ça va changer dans un proche avenir. Les débats sur la dictature du prolétariat ne les concernent que partiellement. Quant à l'URSS, ils ne veulent pas que les infamies qui s'y commettent les compromettent dans leur action de masse.

Tout cela ne signifie pas que, pour l'essentiel, les militants communistes sont foncièrement réformistes. Il est plus exact de dire qu'ils sont empiristes, attachés aux résultats immédiats. Ils reflètent en cela un courant qui existe dans la classe ouvrière : victimes depuis trente ans d'une série de défaites dans lesquelles était engagée la res-

ponsabilité des directions de la gauche, ne trouvant pas de perspective révolutionnaire suffisamment étayée, beaucoup de travailleurs français éprouvent une méfiance qui les amène à s'engager seulement au coup par coup. Ainsi à l'heure actuelle, ils n'ont pas une totale confiance dans l'union de la gauche mais ils pensent que sa victoire débloquerait la situation et ils se comportent en conséquence.

Il existe pourtant une opposition à l'intérieur du PCF. Louis Althusser en a clairement exprimé les positions : le rejet de la dictature du prolétariat inaugure un cours droitier du PCF ; les bases sociales qui ont créé le stalinisme en URSS existent encore et il faut aller jusqu'au bout de cette constatation. Il ne s'agit là que d'une extrême minorité, recrutée surtout dans les milieux intellectuels (une partie de ceux qui, lors de la préparation du XXII^e congrès, ont voté contre l'abandon de la dictature du prolétariat sont des nostalgiques du passé plus que des révolutionnaires). On aurait tort, toutefois, de tenir pour nul les manifestations de cette opposition. Car ses positions politiques sont nettement à gauche et, si elle continue la lutte, elle peut contribuer à faire prendre conscience à de nombreux militants de l'impasse réformiste où s'engouffre le PCF.

Des contradictions nouvelles

La suffisance de Marchais ne doit en effet pas faire illusion. L'orientation qu'il préconise est précaire. La France bourgeoise est entrée dans une période de crise qui accentuera de façon formidable toutes les contradictions sociales. Les travailleurs en lutte auront des exigences d'action politique qui, avant ou après la constitution d'un gouvernement de gauche, ne pourront se maintenir dans le cadre réformiste du programme commun. Et le PCF n'est pas dans une position facile, talonné par le Parti socialiste, contesté sur sa gauche dans de nombreux secteurs de la classe ouvrière.

Des contradictions nouvelles naîtront inévitablement dans ses rangs. Des contradictions nées du déroulement même des grandes batailles de classe. S'il est difficile d'en prévoir la forme et le moment, on peut du moins esquisser les problèmes qui

FIN

22 juin

« Le rallye des bradés de Giscard »

- trois jours de caravanes à travers la France
- un rassemblement national à St-Etienne
- une initiative menée en solo par la CGT

Séguy l'a confirmé mercredi soir à la télévision : la CGT organise à partir du 22 juin une manifestation motorisée de trois jours à travers la France contre le chômage et la liquidation de dizaines d'entreprises « profondément viables ». Ce rallye des « bradés de Giscard » se terminera le 24 juin par un rassemblement national à St Etienne, ville dont Durafour le ministre du Travail est le maire.

Des camions et des caravanes sont prévus à bord desquels des ouvrier(e)s de l'électronique, du textile, de l'aéronautique, de la métallurgie partiront de Paris et de différentes régions de France pour se regrouper le 22 juin en 5 villes: Orléans, Nantes, Bordeaux, Péage de Roussillon, et Chalon sur Saône. Le 23 juin, les convois convergeront à Lyon et à Clermont Ferrand. Le 24 tous participeront à la manifestation nationale de St Etienne. A chaque halte, des stands seront ouverts à la population pour faire connaître la situation des entreprises et les luttes qui s'y déroulent.

Cette initiative, qui marque une certaine volonté d'innover sera sans doute populaire. Pour beaucoup de travailleurs qui occupent leur usine depuis de longs mois, et pour qui les vacances sont un cap difficile à passer, cette initiative apparaîtra comme un relai utile dans leur mobilisation, une occasion de populariser leur lutte.

On peut cependant s'interroger sur le caractère donné par la direction de la CGT à cette initiative.

• axer la campagne sur le caractère « profondément viable » des entreprises en lutte, c'est laisser sur la touche les travailleurs des petites boîtes condamnées, qui risquent de ne pas se sentir concernés. C'est aussi (pour les autres) engager la bataille sur le terrain glissant de la rentabilité dans le cadre du système existant.

• et surtout comment justifier — sinon par des intérêts de boutique — cette limitation sectaire de l'initiative aux seuls « grévistes CGT » ? Pourquoi avoir organisé l'an dernier le rassemblement unitaire CGT-CFDT du 10 juillet à la Tour Eiffel, et faire cavalier seul cette année ? Est-ce pour éviter que ne se cotoient les travailleurs de Lip et ceux du Parisien Libéré ?

Les travailleurs de dizaines d'entreprises occupées pour défendre leur emploi attendaient une initiative qui rompe leur isolement et marque un rapport de force national. Mais ce que les travailleurs des usines occupées doivent demander aujourd'hui aux confédérations, c'est une mobilisation unitaire, un rassemblement national des délégués des entreprises en lutte, au cours duquel non seulement les travailleurs pourraient populariser leur propre grève, mais aussi débattre ensemble — qu'ils soient CGT ou CFDT — des perspectives de lutte d'ensemble sur l'emploi, de la bataille pour la réduction massive du temps de travail, de la nationalisation des entreprises sous contrôle ouvrier, de la riposte aux évacuations des entreprises par la police, etc. Ce n'est pas par des initiatives sectaires qu'on offrira de réelles perspectives aux travailleurs.

F.L.

CAP 3000 (NICE)

UN GEANT PARALYSE

De gigantesques barrages de cadies sur plusieurs centaines de mètres sur lesquels sont assis les grévistes surmontés de panneaux et de banderoles. Une pétition de solidarité qui se déroule sur une vingtaine de mètres de long dans le hall. Avec la grève le magasin a pris brusquement un nouveau visage.

Les 1300 salariés des Nouvelles Galeries Cap 3000 sont en grève depuis vendredi dernier. Ils luttent pour 200 F pour tous, une prime de vacance de 1500 F, la cinquième semaine de congés payés, la suppression des contrats à temps partiel et à durée limitée, des améliorations des conditions de travail et le paiement des jours de grève.

La lutte ne faiblit pas. Des salariés qui, lundi encore, étaient au travail, ont arrêté mardi pour rejoindre le mouvement. Pour celui qui a suivi d'autres conflits dans le département, l'atmosphère est étonnamment unitaire entre les travailleurs CGT et CFDT. Certains grévistes portent même le badge des deux organisations.

Les dirigeants de la CGT (minoritaire dans l'entreprise) ont décidé de mettre le paquet pour faire reprendre le travail. Mardi, cinq permanents — dont le secrétaire de l'UD — étaient présents toute la journée pour convaincre les grévistes de décider la reprise.

Dans la fin de l'après-midi, les grévistes étaient réunis dans le hall du magasin pour écouter les délégués faire le compte rendu d'une réunion avec la direction. Malgré la proposition de la CGT de reprendre le travail sans rien avoir obtenu sauf l'augmentation normale de janvier 77 qui serait donnée en juillet, et le manque de perspectives apportées par la CFDT, désarçonnés par la position de la CGT, les travailleurs après un moment d'hésitation sur la proposition d'une déléguée CFDT ont voté à l'unanimité la continuation jusqu'à ce que la direction cède. Cap 3000 est le plus gros des magasins des Nouvelles Galeries. Mais sur une revendication comme les 20 F pour tous, il faut la solidarité de l'ensemble de la chaîne pour faire plier la direction. Déjà mardi se sont tenues des assemblées générales dans une vingtaine de magasins au niveau national. Le problème est maintenant celui d'une solidarité active de l'ensemble du groupe.

Correspondant Grasse

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

RENNES

LA JUSTICE AU SECOURS DES PATRONS

- 25 ouvriers inculpés pour participation à une manifestation violente



Manifestation devant le Palais de justice de Rennes

25 travailleurs de chez Garnier (Redon) passaient hier en procès devant le tribunal de Rennes pour dégradation de monuments publics et violences à agents. La veille, un meeting de soutien avait rassemblé devant le Palais de Justice 5 à 600 personnes à l'appel des organisations syndicales et des différents comités de soutien au cours duquel ont pris la parole un représentant de la CFDT, des représentants des comités de soutien, ainsi que des travailleurs de SICNA de St-Malo et de Réhault de Fougères.

Garnier à Redon, c'est près de 1000 travailleurs dont l'emploi est menacé. L'affaire a commencé en novembre 1974, lorsque le PDG Maury après avoir reçu 4 milliards de fonds publics destinés au fonctionnement de l'entreprise Garnier, dépose son bilan.

Redon sans emploi

La situation de l'emploi était déjà grave dans le pays de Redon, puisqu'on avait assisté à des réductions d'horaires, du chômage partiel et un certain nombre de licenciements individuels. Face à cette vague de licenciements, les travailleurs sont entrés en lutte dès novembre 1974. Fin avril 1975, ils apprenaient le résultat des projets patronaux : le plan Akesson (PDG du groupe Roffo duquel dépend Garnier) prévoit 250 licenciements.

Dès lors, les travailleurs n'ont plus fait confiance qu'à leur action directe, c'est ainsi qu'ils ont organisé des manifestations (blocage des trains en gare de Redon) allant jusqu'à l'affrontement avec les forces de l'ordre lors des événements d'avril 75.

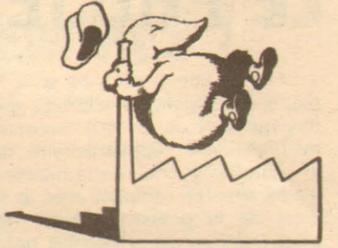
Correspondant

LE 81ème

Hier un travailleur est mort à Usinor Dunkerque, c'est le 81ème ! Tombé d'un plancher de travail, Pierre Vandebusch, 23 ans est mort sur le coup, un autre ouvrier est grièvement blessé. La CGT demande une enquête, la CFDT exige elle la réunion immédiate du CHS dont la direction diffère la date depuis le 22 avril date du dernier accident du travail.

• Un manuel scolaire parmi d'autres. Celui de « grammaire fonctionnelle » aux éditions Belin. Page 128, texte d'études sur le « complément d'agent », ou pourquoi il est normal que les ouvriers meurent au travail, car ils servent de grandes causes : « Daniel est allé en Italie par la route. Il est passé par le tunnel du Mont Blanc. L'énorme massif a été percé par des ouvriers français et italiens. Pendant les travaux, explique Papa, 23 ouvriers ont été tués. Mais une nouvelle porte a été ouverte entre deux nations ».

en lutte



- A la Rochelle, la solidarité avec les métallos en grève s'élargit

Sur le plan de la solidarité financière, le cap des 10 millions a été atteint. Des équipes de métallos sont parties collecter dans toute la France. Mais les travailleurs de la Rochelle sont conscients que devant l'intransigeance du patronat il faut aller plus loin. A l'initiative de certains enseignants du CES Lissy, en grève depuis lundi, une cinquantaine d'enseignants de la ville se sont réunis le mardi 1^{er} Juin, en présence de délégués CGT et CFDT des métallos. Ils ont décidé d'appeler à la grève tous les personnels de l'Education Nationale pour aujourd'hui 4 juin. Cet appel est soutenu par le SGEN, le SNES, l'Ecole Emancipée et Unité et Action. Parallèlement, ils ont adressé un appel aux travailleurs de la Fonction Publique pour qu'ils définissent leur appui aux métallos.

Après la réunion de la commission de conciliation, les patrons ont accepté de négocier entreprise par entreprise. De toutes façons, la lutte se poursuit.

Correspondant

- Neuf travailleurs de l'usine Idéal Standard Dammarié-les-Lys, occupée depuis octobre 1975 passent en tribunal des référés le mercredi 9 juin à 10 heures au tribunal de Melun

Correspondant

- La coordination provisoire des centres FPA appelle tous les stagiaires à se rencontrer pour la deuxième coordination nationale des 12 et 13 juin à Champs sur Marne.

Correspondant

- Après quinze jours de grève avec réparations gratuites, les travailleurs du garage Renault IDEA de Montluçon ont obtenu satisfaction sur une grande partie de leurs revendications et en particulier une prime annuelle de 700 frs pour tous, et l'amorce d'un treizième mois.

Correspondant

PAYSANS

- Le Modef ne participera pas aux actions prévues pour la Pentecôte. La FDSEA et le CDJA ont en effet protesté contre la mévente des fruits et légumes, particulièrement des cerises que les industries de conserves achètent à des prix dérisoires (1,60 F. le kilo). Le MODEF explique que « les 11 % des paysans que compte la France n'entendent pas se mettre à dos les 89 % des citoyens que compte le pays et qui sont, comme eux victimes de la crise économique et sociale ».

- Dans le Gard, le cours de la cerise a chuté à tel point que les producteurs cessent la cueillette qui leur coûte plus cher que le prix de vente obtenu sur les marchés.

CHANTIERS DE NORMANDIE A GRAND QUEVILLY

EN GREVE RECONDUCTIBLE

Les travailleurs des Chantiers de Normandie, (chantiers navals près de Rouen) sont restés en grève après que les chantiers du Havre et de Dieppe aient accepté les propositions de la direction et repris le travail.

Au-dessus des Chantiers de Normandie flotte un drapeau rouge. Depuis plus de deux semaines, les travailleurs des chantiers navals occupent leur usine. Les murs d'enceinte sont bariolés d'affiches, on y remarque en particulier celles que les travailleurs de l'imprimerie IMRO de Rouen, tout proche, ont tirées pour faire connaître leur lutte. Des banderoles aussi, CGT, CFDT et unitaires avertissent le passant de la lutte que mènent depuis 9 semaines les métallurgistes de ces chantiers. Derrière les grilles, les travailleurs, des jeunes et des moins jeunes montent la garde.

Dans la cour, ils ont dressé une tente où le piquet peut venir se désaltérer, et s'abriter en cas de pluie.

Des délégués CGT et CFDT acceptent de nous parler de leur lutte et de leurs revendications. L'usine de Rouen, explique un délégué CGT, effectue un travail spécifique de construction de navire et fait peu de réparations. Le matériel de structures et de construction est spécifique et la direction n'a pas la possibilité de donner du travail en sous-traitance.



Mercredi 2 juin : l'occupation se poursuit aux Chantiers de Normandie

Cela fait maintenant neuf semaines qu'ils mènent la lutte dont quinze jours avec occupation de l'usine.

Leurs revendications portent sur un salaire minimum de 2000 Frs base 40 heures, la suppression de l'indice INSEE pour le calcul de l'échelle mobile des salaires, une augmentation uniforme du pouvoir d'achat de 200 francs pour tous et le retour aux 40 heures. Mais la direction a toujours refusé de négocier sur la base de cette plate-forme de revendications syndicales.

Les travailleurs ont commencé leur lutte par des actions de harcèlement : « On a fait différentes formes d'action on a par exemple empêché le lancement d'un navire, on a défilé dans les ateliers et les bureaux, on a mené une grève de harcèlement... ».

Ce harcèlement créait une désorga-

nisation générale de la production dans l'entreprise.

Le 17 mai, les travailleurs et leurs syndicats CGT et CFDT faisaient de nouvelles propositions en vue d'aboutir à un accord et ne demandaient plus que 150 Frs pour tous (au lieu des 200). Mais la direction persistant dans son intransigeance a fait peser la menace d'une réduction d'horaires et même de chômage partiel. Le 19 mai, le personnel en lutte décidait donc d'occuper le chantier par grèves de 24 heures reconductibles.

C'est pas suffisant... on continue !

Au Havre, et à Dieppe où les travailleurs ont repris le travail, la direction avait proposé une demi-heure de réduction d'horaire, une augmentation du pouvoir d'achat de 90 francs, une prime de vacances de 500 francs.

Les travailleurs de Rouen consultés en assemblée générale ont jugé que l'écart avec leurs revendications était trop grand et décidèrent de poursuivre la grève sous sa forme reconductible, avec occupation. Des réunions ont lieu avec l'appoint de l'inspection du travail, mais elles n'ont rien donné jusqu'ici.

La popularisation de la lutte s'est

faite par un tract distribué aux autres travailleurs de la région. Un gala de soutien a également eu lieu. Pour le jeudi 3 juin, une collecte a été organisée par Renault-Cléon avec l'aide de la CFDT de cette entreprise.

La division affaiblit les travailleurs

Certains délégués CGT ne se gênent pas pour expliquer que leur position en début de semaine était pour la reprise du travail, sans signature du protocole de la direction, mais que la démocratie ouvrière en a décidé autrement. En effet, les travailleurs, en assemblée générale ont décidé mercredi matin à une forte majorité de continuer, sur proposition de l'Intersyndicale.

Les désaccords qui se sont fait jour assez tôt dans la lutte, en particulier après la reprise au Havre et à Dieppe n'ont cependant pas réussi à briser l'unité et la solidarité syndicale qui fait la force des travailleurs de Rouen. Le personnel en lutte, dans sa grande majorité continue à affirmer sa volonté de forcer la direction à négocier sur la plate-forme des revendications syndicales.

Sophie Genest

TRIBUNE des luttes

Section syndicale CGT les cables de Lyon Clichy

APPEL A TOUS CEUX QUI ONT EU OU AURONT A SUBIR L'ARBITRAIRE DU MINISTERE DU TRAVAIL

L'actualité de ces derniers mois prouve que tous les travailleurs et progressistes qui n'acceptent pas la politique du profit maximum, subissent de plus en plus les coups de la répression :

- deux paysans tués
- des militants emprisonnés (Romain Le Gal, Simeoni, Tesseyre)
- des travailleurs immigrés expulsés à la Sonacotra
- médecins et instituteurs radiés
- étudiants matraqués.

Dans les entreprises cette répression prend mille formes et tous les travailleurs la subissent dès qu'ils relèvent la tête. Parmi ces travailleurs, les délégués sont, d'après la loi, protégés de l'arbitraire patronal.

Cette protection est certes une conquête des travailleurs, mais comme toutes des lois qui leur sont arrachées, nos patrons et nos gouvernants y ont intégré le côté arbitraire qui permet le moment venu, de réprimer en toute légalité.

Ainsi, même si le comité d'entreprise refuse le licenciement d'un délégué, même si l'inspecteur du travail refuse à son tour le licenciement, le ministre du travail peut lui, légalement, d'accepter et, qui plus est, sa décision n'a pas besoin d'être motivée.

L'arbitraire du patron est remplacé par l'arbitraire du ministre et, le ministre est beaucoup plus difficile à atteindre pour les travailleurs.

Trois camarades délégués de notre entreprise sont directement atteints par cette répression (voir BU N° 7 ci-joint). Notre section syndicale a déjà mené la lutte contre leur licenciement. Ce n'est pas fini.

Maintenant, c'est Durafour, ministre du Travail qu'il nous faut obliger à refuser ces licenciements. Pour cela nous organisons, entre autre, un Meeting-Conferérence de Presse le samedi 12 juin 1976 à 20 h30 à la Maison du Peuple de Clichy 92 110 - avenue du Gal Leclerc (bus 138 et 74 -arrêt Leclerc-Victor Hugo).

Nous y dénoncerons cet arbitraire qui est une des formes de la répression anti-syndicale.

Nous montrerons que dénoncer et lutter contre de tels faits de répression, ce n'est pas les mettre en avant par rapport aux autres formes de répression que subit le peuple, c'est, au contraire, aider à en faire comprendre l'ampleur, c'est aider à combattre patronat et gouvernement, qui développent contre les travailleurs leur plan répressif.

Nous appelons tous ceux qui ont eu ou auront à subir l'arbitraire de Durafour, à participer à ce meeting pour que nos efforts communs fassent plier le ministre du Travail, dont les actes écrivent de plus en plus nettement sur la page de garde de sa réforme de l'entreprise : « il faut nettoyer les lieux de travail des militants combattifs ».

Conseils pratiques pour la participation :

- 1- Prévenir, soit par écrit (Raboulet -secrétaire de la section syndicale CGT des Cables de Lyon, 152, quai de Clichy 92111 CLICHY) soit par téléphone (733.35.96)
- 2- Préciser sous quelle forme vous voudriez participer (témoignages, délégations de travailleurs, propositions autres...)
- 3- Nous donner tous les éléments d'enquête nécessaires à la constitution d'un dossier sur cette forme de répression.
- 4- Dans certaines limites, les camarades pourront être hébergés, si nécessaire, lors de leur venue à Clichy

Clichy le 1^{er} juin 1976

en lutte



BNP ROUEN

Au centre BNP de Rouen, la grève continuait le mercredi matin. Après avoir dû forcer les portes, les travailleurs s'attendaient à tout moment à l'arrivée de la police, promise par la direction. Cette grève était quasi-totale chez les administratifs, mais les guichetiers, qui sont rémunérés à la commission travaillaient comme si de rien n'était.

Jeudi, la police n'était toujours pas venue mais par contre la direction, pour la première fois depuis le début du conflit, acceptait de négocier, la fédération CFDT ayant mis son poids dans la balance. Une réponse est attendue aujourd'hui vers onze heures et en attendant, la grève continue. Le patronat des banques recule, de crainte que cette dernière lutte ne crée un abcès de fixation et peut faire quelques concessions pour qu'elle se termine rapidement.

UNION MUTUALISTE DE LA SEINE MARITIME

En grève depuis le 13 mai, le personnel gréviste de cette entreprise, excédé par le refus constant de toute négociation de la part de la direction, est allé hier rendre au directeur, Bento, une visite mouvementée et nombreuse. Celui-ci a appelé la police. Aussitôt, les travailleurs de la Matmut, située en face et dont Bento est également PDG ont débrayé en exigeant le renvoi des forces de police. Il a été obligé de céder là-dessus et a enfin accepté d'ouvrir les négociations.

Pendant que les négociations se déroulaient, les grévistes en grand nombre attendaient dans le couloir.

Correspondant

WONDER A LOUVIERS

Les travailleurs du groupe Wonder, des trois usines en grève, Lisieux, Vernon et Louviers, ont repris le travail lundi matin. Ils demandaient 1 800 F minimum, 250 F pour tous, le treizième mois complet en cas de maladie, l'indexation des salaires sur les indices syndicaux, plus deux pour cent. Ils obtiennent 240 F étalés sur sept mois. Ce n'est pas une défaite et les travailleurs sont rentrés unis. Il est à déplorer l'absence de vote sur la reprise, les délégués syndicaux ayant signé l'accord samedi soir sans aucune consultation du personnel. A Louviers, les Unions locales CGT et CFDT se sont mises d'accord pour préparer un gala de solidarité à Wonder pour vendredi soir, à la salle des fêtes, avec B. Lavilliers.

Correspondant

SNIAS-NANTES

2 BIDASSES REINTEGRES SYMBOLIQUEMENT

Hier matin 1 700 personnes ont participé à une manifestation à l'aéroport de Nantes pour protester contre la mutation dans une autre usine de deux jeunes gens revenant du service militaire.

En effet pour les patrons qui veulent compresser leurs charges de personnel, pour réduire les effectifs en douceur sans s'opposer à une réaction du personnel, tous les moyens sont bons. A la SNIAS de Nantes, on ne réembauche plus les jeunes au retour du service militaire : ce sont plus de treize employés qui, depuis le début de l'année, sont restés sur le carreau. Mais ça ne s'est pas passé tout seul. Mercredi un débrayage a eu lieu à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et une forte délégation a accompagné les deux travailleurs à leur poste de travail et a imposé ainsi leur présence dans l'entreprise. Cette réintégration symbolique, prise en charge par l'ensemble des syndicats avait permis un premier succès, puisque la direction générale avait accepté une audience à Paris hier.

Hier matin, donc, les travailleurs avaient répondu à l'appel de débrayage lancé par les organisations CGT, CFDT, FO pour la manifestation. Après des prises de parole dans le hall de l'aéroport, les manifestants se sont dirigés sur les pistes, et là ils ont entouré pendant une demi-heure deux « fokkers » de « Touraine Air Transport » et « Air inter ». La manifestation s'est ensuite terminée devant

l'usine elle-même. La mobilisation continue.

Correspondant

JOURNEES D'ACTION DANS LE TEXTILE

La coordination des syndicats CGT du textile de Seine maritime a décidé d'une semaine d'action aujourd'hui 3 juin. Pour 2 000 F et 174 heures de travail mensuel, le treizième mois, contre les cadences, pour une demi-heure de casse-croûte par quart, le respect des droits syndicaux, etc. Déjà, depuis le 10 mai, les travailleurs et travailleuses sont en grève aux filatures Saint-Sever de Rouen et occupent leur entreprise par roulement. Sur la base des mêmes revendications, les salariés de Greffand, Blondel et Bertel ont débrayé ces jours derniers. Cette extension de la lutte dans le textile a été un soutien pour les travailleurs de Saint-Sever puisque la direction de cette dernière entreprise a accepté d'ouvrir des négociations. Le 3 juin, les travailleurs du textile observeront des arrêts de travail allant de deux heures à vingt quatre heures. (d'après un communiqué CGT du textile)

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

ECOLE

QUAND L'ECOLE « REVALORISE » LE TRAVAIL MANUEL

L'École, elle est neutre qu'on vous dit. La propagande, elle connaît pas. Même qu'elle est au-dessus des classes, des partis, des idéologies. Mieux, elle est la même pour tous. Haby, celui qui s'en occupe, fait d'ailleurs tout pour qu'elle égalise les chances. Faites un petit tour avec nous dans l'école quotidienne. Et jugez sur pièces.

Institut médico-professionnel d'Arnouville-les-Gonnesse

Des profs frappent des élèves parce qu'ils font « un travail de bougnoules »

L'Institut Médico Professionnel d'Arnouville-les-Gonnesse accueille une centaine de garçons âgés de 14 à 18 ans rejetés du système scolaire habituel. Il propose une formation horticole (pépinière ou floriculture) pour 80 %, de maçonnerie et de peinture pour 20 %

Des raclées.

Il est fréquent que certains profs ivres frappent violemment les élèves sous prétexte qu'ils font un travail de « bougnoules » ou de « portos » (sic), et qu'ils ne sont pas rentables. Il arrive de voir les femmes de ménage portugaises se faire insulter devant les élèves par leurs supérieurs. Dernièrement un élève a du être présenté au médecin à la suite d'une raclée : rotule déplacée-10 jours d'infirmerie. Certains profs n'hésitent pas non plus à se faire laver le slip et les chaussettes par les élèves moyennant quelques cigarettes. La violence physique et verbale apprend aux élèves à se soumettre à leur futur patron, le tout agrémenté de racisme, de sexisme et de répression sexuelle : tout contact avec les filles est systématiquement évité et réprimé, quant à l'homosexualité, elle a déjà fait l'objet d'un renvoi...

Une sous-culture sans réflexion

A cette formation technique s'ajoute celle scolaire, qui s'efforce de maintenir les élèves dans une sous-culture sans réflexion ni remise en cause possible. On y apprend à écrire correctement le nom des outils, des plantes et à mesurer la surface d'un terrain, rien d'autre...ou alors : « le métier de peintre-vitrier convient à ceux qui aiment l'action. La diversité des chantiers exempte la profession de monotonie. Le chômage n'y est en général guère connu, les maladies professionnelles n'existent pas, les accidents du travail sont le plus souvent la conséquence de l'oubli du danger et de la négligence des règles de sécurité de la part de l'ouvrier. L'ouvrier peintre est gai, chante et siffle en travaillant. Les métiers du bâtiment ne sont pas plus dangereux que d'autres. Les compagnies d'assurance qui n'ont pas la réputation de négliger leurs intérêts ne les classent pas dans leur barème de primes parmi ceux qui provoquent le plus d'accidents ». Voici le texte d'une leçon qu'on fait copier aux élèves...Sans commentaires.

Un embrigadement intensif...

Cet embrigadement intensif conduit les élèves à être incapables de

prendre des responsabilités ou de se prendre en charge, et ensuite à réfléchir sur la situation de travailleur.

Les seuls membres du personnel à montrer leur désaccord face à cette situation sont parmi les éducateurs de vie sociale rapidement réduits au silence par le chantage permanent au licenciement ou sur le rapport de stage (chantage suivi d'effet). Ou on oblige à démissionner par de constantes provocations. Et lorsque le bruit de la formation d'une section syndicale court, c'est le branle-bas de combat le plus total. Les éducateurs sont constamment fliqués : rondes nocturnes du chef de service, surveillance des conversations

avec les élèves, rapidement subversives.

... Mais des défilés de majorettes

En revanche, dans les activités proposées aux élèves par l'institution on trouve des défilés de majorettes, des fêtes sportives et des films à la gloire de la police et du karaté. L'aide à l'enfance inadaptée c'est aussi de gagner du fric sur le dos d'un sous-prolétariat que l'on s'efforce de rendre le plus docile et le plus soumis possible au capitalisme.

Un ancien éducateur de la boîte

Le CAP de sténo à Besançon

LES ETUDES, A QUOI BON ?

Nous publions ci-dessous des extraits de l'épreuve du CAP de Sténo de l'académie de Besançon, telle qu'elle s'est déroulée le 2 juin. Ce texte est dicté aux candidats(tes), suivant un rythme minuté pour apprendre la « vitesse » (les cadences) qui le prennent en sténo et ensuite doivent le réécrire en clair. Il se passe de commentaires.

« Bien que ce ne soit pas particulier à notre pays, les drames que pose le chômage ne doivent pas laisser indifférent(...). Combien de parents veulent envoyer leurs en-

fants à l'école, leur faire suivre des études alors qu'ils n'ont aucune disposition pour cela, et qu'une bonne préparation technique leur réserverait, pour l'avenir, un meilleur sort. L'on parle de revaloriser le travail manuel. Jusqu'ici il était traité avec dédain. L'on fait appel à beaucoup de main d'œuvre étrangère sous prétexte que nous, Français, nous ne voulons plus faire ces tâches, mais s'il y avait, dès l'école, une meilleure préparation, une meilleure connaissance du travail manuel et de l'ouverture sur la vie, il y aurait moins de sé-

VACATAIRES DES IUT

Après la coordination nationale des comités de vacataires de l'enseignement supérieur, une réunion nationale des comités de vacataires des IUT se tiendra à l'IUT de Montpellier, 59 avenue d'Occitanie, le samedi 5 juin 76 à partir de 9 h du matin.

Coordination parisienne des IUT aujourd'hui tour 45, fac de Jussieu.

FETE DES JC

Elle a lieu à Ivry, dans la banlieue parisienne, les 5 et 6 juin. 100 000 personnes sont attendues (Rouge du 5 mai). De nombreuses innovations dans les thèmes des débats, la diversité des podiums musicaux, l'organisation d'aires d'expression libre et, surtout, dans l'occupation de toute la ville d'Ivry deux jours durant, puisque stands et activités y seront dispersés.



FEMMES

Vincennes, paradis progressiste ? PAS POUR LES FEMMES !

Alors que partout les groupes femmes dans les facs se sont affirmés pendant la dernière lutte, à Vincennes, le groupe s'est créé en fin de mobilisation, fin mai. La grève n'avait fait que renforcer la motivation des filles ; quand elles voulaient intervenir en AG sur la réforme, les insultes sexistes fusaient. Les premières réunions ont permis de discuter sur le pourquoi d'un groupe femmes à Vincennes, sur l'école sexiste... ça démarrait bien.

Au bout du premier mois de réunions, les agressions ont commencé, une escalade rapide : la première, dans le bus où une fille du groupe s'est fait alpaguer violemment secouer par un gars qui criait « tu n'as pas le droit à la parole ». Le lendemain au Restau U, Marie se fait tirer les cheveux et frapper par un gars du « souk », il explique qu'il l'avait battue « parce qu'elle était faible et pour lui montrer qu'elle n'était rien... ». Puis c'est une fille qui refuse de quitter la salle des femmes où elle était occupée. Un membre du personnel qui voulait y tenir une réunion lui balance un café brûlant en pleine figure et la frappe puis il baisse son froc pour montrer qu'il a des couilles au cul. A une fille du groupe femmes qui intervient, il dit « vous êtes des féministes castratrices, avec votre petit clitoris et vos grandes lèvres, vous n'arrivez pas à penser »(sic).

Et ce n'est pas fini : le groupe femmes organise une réunion mixte sur les agressions sexistes à la fac, 80 personnes y participent, c'est l'occasion de faire prendre position à des hommes contre les agressions et d'avoir un

débat très intéressant sur l'auto-organisation des femmes à la fac. Trois heures de débat fructueux. Au fond de la salle, trois gars traitent les filles de « putes ». Une fille leur demande de sortir, ils refusent, continuent leurs insultes. Les filles veulent les pousser hors de la salle... Sylvie se retrouve par terre : un coup de pied au ventre. Il faut appeler SOS médecins. A l'hôpital, on veut la garder car on craint une hémorragie interne. Sylvie a gardé le lit une semaine. Tout ça, c'est les « grosses agressions », et j'en passe et en plus il y a les remarques, l'insécurité. Dans un tract, le groupe raconte : « A Vincennes, les femmes sont obligées d'aller pisser en groupe pour déjouer les voyeurs, dragueurs et violeurs, brefs machos de tout poil, ceux qui justement parlent beaucoup de libération sexuelle. A Vincennes, les femmes se font draguer et, si elles n'obtempèrent pas, agresser... Il est aussi risqué d'être seule à Vincennes que de se promener seule dans les rues de Paris. La soi-disant expérience de Vincennes, c'est aussi un sexisme ultra-violent, encore exacerbé quand grève il y a... »

Riposter, voilà qui mange toutes les forces du groupe femme : imposer des affiches toujours arrachées, faire une AG (400 personnes). Si le groupe grossit de celles qui ne supportent pas ce climat, d'autres filles partent, trouvant la lutte trop inégale.

Est-ce Marie qui doit déserter la fac parce qu'elle ne supporte pas de rencontrer son agresseur tous les jours ? A l'initiative du groupe femme, les mesures collectives pour empêcher les agressions doivent se développer.

Faut-il dissoudre le MLAC, faut-il le garder ? Quelles sont ses perspectives, après le vote de la loi sur l'avortement et la mise en sommeil, pour beaucoup de villes, de son action. Nous avons publié dans Rouge n° 65, du 2 juin, des extraits d'un communiqué du collectif provisoire parisien du MLAC soulignant l'importance de ce mouvement comme « trésor de guerre des femmes ». Voici la réponse de femmes du MLAC qui considèrent la structure nationale comme vide de sens aujourd'hui et veulent sa dissolution.

Ce soir à 19 h à Jussieu, la coordination des groupes femmes de la région parisienne débattera des modalités d'une reprise en charge du MLAC. Nous apporterons donc dans les jours qui viennent d'autres éléments au débat.

TRIBUNE des luttes

L'O.P.A. DE PARIS

Nous ne voulons pas perpétuer l'équivoque entre une structure de lutte et la lutte elle-même. La lutte pour la liberté de l'avortement et de la contraception, loin d'être terminée, reste une priorité pour la majorité des femmes et notamment les plus défavorisées, elle est indissociable du mouvement de lutte des femmes. Mais le MLAC, mouvement qui avait un potentiel réel de base de masse chez les femmes des couches populaires, n'existe plus qu'à travers quelques groupes.

Les militantes et les militants qui l'ont créé l'ont fait vivre, en ont fait un instrument de lutte très large, riche de courants divers, de pratiques adaptées, présent dans toute la France, ces militantes-là ont aujourd'hui pour la plupart quitté la structure nationale centralisatrice sans avoir pour autant abandonné le mouvement. Le siège central à Paris, qui n'est ni l'émanation de groupes, ni le lieu d'aucune coordination n'est plus tenu que par une poignée de militantes parisiennes, impuissantes à masquer plus longtemps la désertion de l'association.

Mais les acquis du MLAC demeurent. Ces acquis inaliénables, chacune de nous les porte en elle et continue de les transmettre : dans ses échanges quotidiens avec les femmes de son quartier, de son entreprise ; auprès de toutes les femmes dans toutes les luttes politiques. Ces acquis, le MLAC d'Aix en Provence, par sa combativité et sa pratique exemplaire, en est une expression collective évidente. Actuellement, nous pensons que le MLAC — structure vide, n'est plus l'instrument privilégié de cette lutte et sa persistance sous forme d'un organisme privilégié à Paris, sans vie, entrave les initiatives originales qui pourraient se faire jour et prendre le relais de la lutte. La coordination effective des groupes MLAC qui vivent et se développent et dont la pratique est ancrée prioritairement dans les réalités locales, ne passe plus, depuis longtemps par le MLAC central.

En revanche, son capital matériel (adresses, numéros de téléphone) et moral (sigle et passé) peut servir à des tendances à intentions politiques limitées, pour lesquelles la lutte pour l'avortement et la contraception est secondaire. Toutes les manipulations sont permises à qui parvient à rester le dernier seul avec un sigle. C'est pourquoi nous avons voulu ouvrir le débat sur le devenir du mouvement, en insistant sur la nécessité de la dissolution de la structure centrale. C'est pourquoi nous avons été baptisées « le courant liquidateur ».

Des femmes du MLAC

Travailleurs sociaux

ENTRE LA NORME ET LES DESIRS

Affaire Mandrille, Espéidou, Buissonnets, affaire des éducateurs de Nantes, du Petit Chanteloup, de l'école d'Olivet, Compoint, etc. Les conflits et les scandales dans le secteur social se suivent. Malgré leur émiettement, ils se ressemblent un peu.

Chaque fois, des travailleurs coincés entre la norme qu'on leur demande coûte que coûte de faire assumer aux jeunes auprès de qui ils travaillent, et les aspirations, les folies, les impasses aussi de ces mêmes jeunes. Alors : au service de qui le travail social ?

Quels problèmes, quelles luttes ? Par delà les affaires que retient la chronique journalistique : quelles perspectives de travail, quelle

expérience accumulée pour les militants révolutionnaires investis dans le secteur, quel rôle tenir dans le champ global de la lutte des classes ? A tout cela nous tenterons d'apporter des éléments de réponse dans une très prochaine série d'articles.

Aujourd'hui, à partir d'un dossier établi par les camarades du Groupe taupe rouge Enfance inadaptée de Bordeaux, nous apportons quelques informations sur un aspect très particulier de la répression qu'ont parfois à essuyer des travailleurs sociaux connus pour leurs sympathies vis à vis de l'extrême-gauche.

JF.V

LICENCIÉ « POUR INCOMPÉTENCE ET NONCHALANCE »

Dans un rapport pédagogique demandé par le Conseil d'administration, Pierre, éducateur dans l'équipe de Prévention intervenant dans la cité d'urgence de Bègles écrivait : « Déviance, inadaptation délinquance ne sont pas réductibles à de simples troubles de la personnalité. Agir prioritairement sur les personnalités ne fait que masquer ou aménager, pour un temps, un mal plus profond. C'est collectivement que doivent être pris en compte, par les populations concernées, leurs propres besoins. Notre objectif est d'aider chacun à prendre en compte les problèmes de l'autre, et non d'aménager la ségrégation ». Plus loin, il précisait : « Cette ségrégation, analysée ensemble, révèle son contenu de classe, rend alors possible d'éventuels réajustements de comportement ».

Un certain danger

Quatorze mois plus tard, Pierre se retrouve licencié. Motif officiel : « incompétence et nonchalance ». Il raconte : « Mon schéma de lutte de classe avait reçu un écho positif auprès des militants du PCF siégeant au CA. Malgré un niveau de conscience inégal des différents éducateurs de l'équipe, ce schéma préliminaire a été appliqué (...) Au niveau des couples ou des filles qui

se retrouvaient enceintes dès l'âge de 15 ans, nous avons été amenés à prendre contact avec le GIS, le MLAC, et ces gens là sont venus passer des soirées, non seulement dans les familles, mais aussi en entamant le dialogue avec les jeunes du quartier dans un local qui, par la suite est devenue une « maison pour tous ». Rien que de très simple ? Pas tout à fait : « Pour le CA il fallait un projet bidon, au contenu traditionnel, alors que la réalité nous imposait la méthode Karmann ».

Le reste se devine. L'ouverture de la « Maison pour tous » déclenche une réaction violente du Conseil d'administration. On parle de « gauchisme ». La mairie communiste ressent l'existence de cette maison comme un danger. « Pour la municipalité, la cité d'urgence offrait une masse de manœuvre extraordinaire : c'était un réservoir de colleurs d'affiches, de sujétions faciles ». Alors, bien sûr, les mêmes habitants se mettant à poser des questions gênantes aux élus communistes... Il fallait mettre un terme à tout ça. Résultat : « Après bien des péripéties, le résultat a été le licenciement des travailleurs de l'équipe de prévention. Ils furent immédiatement remplacés par des bureaucrates du PCF, membres de la CGT.

« Une barre de fer... Ou peut-être un bâton... ou peut-être après tout une banderole »

Il préfère que son nom ne soit pas cité, ni non plus celui de la boîte dont il vient de se faire virer. Appelons-le donc André.

« J'ai été embauché comme éducateur scolaire en avril 76. Le jour même, après avoir pris contact avec Lavson, tout s'est terminé par un apéritif en l'honneur d'un délégué du BN de la CGT Enfance Inadaptée fraîchement promu ». Le lendemain c'était le 1^{er} Mai. Avec, pour André un problème compliqué. « Les gens de la CGT de ma boîte allaient être dans le cortège syndical, mais d'autre part, les garçons de la boîte qui avaient suivi la « réforme du second cycle » et qui avaient participé à toutes les manifestations seraient aussi présents. J'étais en porte à faux entre ma position de travailleur social, ma position par rapport aux garçons et ma participation au cortège de la coordination étudiante. En tant que syndiqué CFDT et universitaire, je suis resté à la coordination étudiante, officiellement invitée ». La suite ? Facile à deviner là encore : le jour du 1^{er} Mai, les gros bras du SO-CGT font le barrage face aux étudiants. André veut discuter. Pour toute

réponse : « Un marron dans la gueule ». Le lendemain, au boulot, on signale à André que son attitude a choqué. Peu de temps après il est convoqué au bureau du directeur. « Il m'a appris qu'il me foutait à la porte pour les raisons suivantes : j'étais à la manif dans le cortège étudiant et de l'extrême-gauche, main dans la main avec des jeunes de la boîte, et en plus avec une barre de fer » !

Tentatives de discussion avec l'équipe, justifications, rien n'y fait : chacun se dérobe. La barre de fer ? « Je savais que l'information venait du membre du Bureau national. Je lui ai demandé des comptes sur cette accusation. Son collègue présent à la manif m'a répondu que « c'était peut être un bâton... et peut-être après tout une banderole ». Je n'ai jamais tenu de banderole ce jour-là ». Alors ? André est tout de même viré. « Je n'ai jamais reçu de lettre d'embauche, mes conditions d'embauche ne m'ont jamais été spécifiées. Un mois à l'essai ou pas ? Rien n'était précis. Les motifs de licenciement ne m'ont pas été notifiés par écrit ». Mais qu'importe, quand il s'agit de se débarrasser d'un « dangereux agitateur gauchiste » non seulement certains adhérents de la CGT ne lèvent pas le petit doigt pour organiser la riposte, mais en fait organisent eux-mêmes le vidage.

Les inculpés du MLAC d'Aix communiquent

Nous avons été convoqués devant le juge d'instruction Girousse pour un interrogatoire de fond et une confrontation avec Chantal (la mineure avortée par le MLAC). Cet interrogatoire a été très long, de 14 heures à 20 heures. Nous avons répondu collectivement, expliqué en détail la pratique du MLAC, dénoncé les insuffisances de la loi Veil, montré que le MLAC ne s'occupe pas exclusivement de l'avortement et de la contraception, mais pose des stérilets, organise une garderie et prépare un travail sur l'accouchement.

Nous sommes inculpés d'exercice illégal de la médecine, pourtant beaucoup de médecins sont venus se former au MLAC et beaucoup continuent à nous envoyer des femmes, depuis le passage de la loi. Cet interrogatoire est apparemment le dernier. L'instruction étant close, le procès peut

avoir lieu n'importe quand.

D'autre part, pendant le rassemblement de soutien (300 personnes) où devait avoir lieu un goûter-spectacle pour les enfants, un photographe amateur, Rolland, employé aux PTT est interpellé et emmené au poste de police. Il a été gardé de mercredi 15 h 30 à jeudi midi. Il a subi des violences policières à l'intérieur du commissariat dès son arrivée, dont les traces sur le visage étaient encore très visibles le lendemain midi, lors de la présentation devant le juge des flagrants délits.

Le commissaire Hauteville, responsable de ces brutalités, avait demandé la mise sous mandat de dépôt. Rolland est inculpé d'outrage et violence à agents alors que de nombreux témoins affirment qu'il n'en est rien. Le mandat de dépôt a été refusé par le procureur de la République et Rolland mis en liberté provisoire.

OU ALLONS-NOUS
DANS CE MONDE
DE VIOLENCE?...



ARMÉE

405° RA de Hyères

Libérez les 7 soldats emprisonnés

A la suite de l'organisation d'une « journée porte-ouverte », le 25 avril, à la caserne du 405 RA à Hyères, organisation placée sous la tutelle des autorités militaires, des appelés regroupés au sein d'un comité de soldats ont voulu faire connaître la vérité sur les conditions de vie dans cette caserne. Suite à un article dans *Le petit Varois*, 7 appelés (Pons Serge, Morales Louis, Allegro André, Soman, Fabre Christian, Gilly Jules, Pinzelli Roland) soupçonnés d'avoir participé à la rédaction de l'article et par là même, au comité de soldats, sont mis aux arrêts de rigueur pour 60 jours.

A l'heure actuelle, 6 d'entre eux ont été mutés (Perpignan, Metz, Briançon, Strasbourg, Douai) en dehors de la région alors que quatre de ces appelés sont mariés et devraient bénéficier d'une affectation rapprochée. La sanction de 60 jours d'arrêts de rigueur est maintenue et, de plus, 30 jours seront rajoutés à la durée totale de leur service.

Les familles, Pons, Morales, Soman, Fabre, Allegro ont entrepris des demandes auprès des autorités militaires (entrevues, lettres).

Nous demandons le droit de visite qui nous a été systématiquement refusé et d'autre part nous voulions obtenir des éclaircissements sur les preuves et les motifs réels de cette arrestation. D'où nous demandons : *De quoi sont-ils accusés, sinon d'avoir réclamé les droits élémentaires de tous les citoyens !*

Les 7 appelés bénéficient du

soutien des UD-CFDT-CGT du Var. Les familles en lien avec les syndicats sont déterminés à continuer leur démarche en vue de la libération immédiate des sept soldats emprisonnés.

Un groupe de femmes et de membres des familles des soldats emprisonnés

SOUTIEN A DANIEL HOARAU

« Je suis originaire de la Réunion. Je me suis laissé embarquer le 31 janvier 76. Pour refus de faire mon service militaire au RICM de Vannes, je m're retrouve à la Maison d'arrêts de Rennes, pour refus d'obéissance. Le 4 juin à 9 h je serai jugé.

Si j'ai accepté de venir ici en « métropole » ce n'est pas pour avoir un voyage gratuit pour voir la « chère patrie » : c'est sur la pression de mes parents qui m'ont recommandé de m'« écraser » (...) La Réunion a plus besoin de techniciens et de cadres économiques que de cadres militaires qui sont déjà nombreux, depuis le transfert d'une partie des troupes françaises de Madagascar à la Réunion.

Cette lettre est signée de Daniel Hoareau

Pour le soutien, un rassemblement est organisé devant le TPFA de Rennes, ce vendredi, à 9 h, à l'appel du collectif rennais anti-militariste.

les temps modernes

L'ORDRE RECULE EN HAUTE GARONNE

Il y a quinze jours, le tribunal de Grande Instance de Toulouse condamnait 12 médecins à payer leurs cotisations à l'Ordre mais refusait d'accorder les dommages et intérêts demandés pour réparation d'un soit-disant préjudice matériel. Il y a trois jours, deux autres médecins d'Esclaquens et de Muret devaient comparaître à leur tour. Mais, coup de théâtre, l'Ordre abandonne soudain toute poursuite. Motif : *les inculpés ont régularisé leur situation.* Réponse immédiate des deux médecins et du Collectif Santé de la Haute Garonne : *c'est faux, la cotisation n'a toujours pas été réglée.* Ainsi, devant la mobilisation et le peu d'empressement des tribunaux à condamner les médecins, l'Ordre vient de reculer.

A VELO !

Samedi 5 juin, les Amis de la terre organisent à Paris une grande manifestation à vélo qui fera le tour des quartiers centraux de la capitale. Tout ce qui roule sans moteur est invité. Les revendications : un réseau de pistes cyclables ; des rues libres piétonnes et cyclistes ; des vélos municipaux, la priorité aux cyclistes dans les villes, le transport gratuit des vélos par la SNCF ; le contrôle des usagers sur l'industrie du vélo ; la production d'un vélo urbain, simple et efficace... sans compter tout le reste (programme de René Dumont aux présidentielles).

Le rendez-vous est à 14 h 30, place de la Concorde, la manif se terminera par un pique-nique au Bois de Boulogne. NB : les Amis de la terre cherchent une fanfare : prendre contact au 261 27 90 à partir de 13 h.

Une autre manif à vélo le même jour à Toulouse, pour de meilleurs transports en commun et contre le nucléaire, départ 15 h place du Capitole.

LES CERISES PERDUES

Après une nouvelle chute spectaculaire du cours des cerises sur les marchés du Gard, le prix offert pour le kilo variant entre 1,2 et 1,6 F — alors que le prix de la cueillette est entre 1,4 et 1,8 F ; les producteurs ont décidé désormais de laisser les fruits sur les arbres plutôt que de continuer à perdre de l'argent. Les producteurs de la région de la vallée du Rhône ont décidé de manifester durant les vacances de la Pentecôte, à l'appel de la FDSEA et du CDJA.

CRITIQUE DE LA CRITIQUE

Suite à la réunion de la contre-presse d'information régionale, les critiques qui ont pu être émises contre le supplément régional de *Libération* pour Marseille et que nous rapportons ne sont que l'opinion personnelle d'un membre de « La criée » et non de représentants du journal. La rédaction de « La criée » s'exprimera sur cette question quand elle en aura collectivement discuté.

des fleurs et des pavés

LA REVOLUTION D'OCTOBRE ETAIT-ELLE INEVITABLE ?

De Roy Medvedev
(Albin Michel)

Poursuivant une œuvre entamée par *Le Stalinisme et Faut-il réhabiliter Staline ?*, l'historien soviétique Roy Medvedev vient de faire paraître, sous le titre *La Révolution d'Octobre était-elle inéluctable ?* la première d'une « série d'études sur la Révolution d'Octobre et sur la guerre civile ». L'auteur justifie le présent essai et ceux à venir, mais aussi les changements d'appréciation qu'il exprime sur les premières années, sinon les premiers mois du pouvoir soviétique par le fait que c'est « en observant des pauses, en examinant d'un œil critique le chemin parcouru, sans craindre ce faisant de juger très sévèrement oubliés, erreurs ou même crimes, que des révolutionnaires marxistes peuvent obtenir des succès dans la réalisation de leurs objectifs pratiques ou théoriques. » Ce ne sont pas les marxistes révolutionnaires qui le contrediront !

Roy Medvedev n'est pas à proprement parler un « historien professionnel ». Seule la nécessité impérieuse de comprendre le présent de la société soviétique l'a incité à en étudier le passé. Ce texte, intéressant à plus d'un titre pour le lecteur occidental, avant tout l'ambition de provoquer une réflexion chez le lecteur soviétique. Son ton, l'insistance toute pédagogique avec laquelle Medvedev réfute un certain nombre de contre-vérités flagrantes le démontrent clairement.

Roy Medvedev pense qu'Octobre était effectivement inéluctable, mais il n'en épargne pas moins les bolchéviks dont la politique post-October est passée au peigne fin. Si nombre de ses arguments sont dignes de discussions (opportunité de certaines mesures économiques, attitude vis-à-vis de la paysannerie, problème de la répression et surtout de son aveuglement) et n'ont pas suffisamment attiré l'attention d'une historiographie marxiste bridée par le stalinisme, réduite quant à ses capacités d'analyse à un certain apologétisme. Roy Medvedev sous-estime deux facteurs essentiels pour des révolutionnaires marxistes : la vision internationaliste - au moins européenne - qu'avaient les bolchéviks (et pas seulement eux...) et, dans une moindre mesure, le problème de la contre-révolution.

Enfin, Roy Medvedev ne ménage pas ses critiques aux bolchéviks pour leur pratique solitaire du pouvoir, leur faisant porter une responsabilité écrasante dans le processus qui devait les conduire à institutionnaliser l'interdiction des autres partis socialistes, puis des tendances et des fractions dans leurs propres rangs. Les marxistes révolutionnaires, au regard de l'élargissement de la connaissance de la Révolution russe, des nouvelles responsabilités politiques qui sont désormais les leurs, ne peuvent se contenter de l'acquis. Ils doivent se pencher avec attention sur cette période cruciale non seulement du point de vue de l'historien mais aussi du militant.

Au-delà des interrogations, nous n'en restons pas moins sur notre faim, insatisfaits par le caractère unilatéral de cette condamnation. Une analyse de l'action des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, de leur attitude timorée vis-à-vis du processus révolutionnaire - c'est le moins qu'on puisse dire - aurait pourtant été la bienvenue dans le cadre de cette étude.

A la fin de son ouvrage, Roy Medvedev livre à notre réflexion une lettre inédite de Philippe Mironov, l'un des grands capitaines de l'Armée rouge au cours de la guerre civile, qui périt victime d'un arbitraire que les bolchéviks ne surent pas éviter. S'adressant à Lénine, ce cosaque y dénonce la terreur qui s'est abattue sur ses frères, terreur qu'il assimile avec raison à un acte contre-révolutionnaire. Le caractère irréfutable de cette lettre, le fait que l'innocence de Mironov a été reconnue (il a été réhabilité en 1960 par le Collège militaire) donnent un poids certain à ce témoignage qui, s'ajoutant à ceux que nous connaissons déjà, est pour nous une nouvelle source d'interrogation, une incitation à mieux comprendre une révolution à laquelle nous devons tant, que nous nous devons de mieux connaître.

VERS UN THEATRE

ENTRETIEN AVEC EMILE COPFERMANN



Le théâtre est en crise. Certes, mais ne l'a-t-il pas toujours été, comme l'ensemble de la production artistique ? Ce terme de crise, souvent, sert à cacher l'organisation structurelle de la pénurie artistique du système. Et par conséquent ne permet pas de saisir les formes qu'elle prend à telle ou telle période.

L'Etat fort gaulliste, qui a fait main basse sur la culture, sous prétexte de la promouvoir comme « service public » n'a fait que construire quelques murs pour une nouvelle dramaturgie, démocratique et de masse. Mais ce replatrage n'a produit que des balbutiements qui ont résonné dans des salles à moitié vides.

Mai 68 a précipité la crise structurelle, et l'état, qui a pris la part décisive dans l'entretien de l'instrument théâtral, l'orienté aujourd'hui vers la production colossale (type Potemkine), ou multinationale, désinsérée du lieu social. Par contre, on peut voir s'esquisser un théâtre hors théâtres, prolifique et dynamique, qui trouve son insertion dans les couches radicalisées.

C'est de ce hiatus que veut parler Emile Copfermann dans son livre Vers un théâtre différent (1), dont il tente de cerner l'état de marche. Et de quoi nous nous sommes entretenus avec lui.

(1) petite collection Maspéro

Dans ton livre tu poses la question de l'emprise de l'état sur l'appareil de production théâtral. Peux-tu en raison de l'importance de cette emprise revenir sur cette question ?

Si tu veux, dans ce livre, je n'ai pas perdu de vue que son objet ce n'était pas l'Etat, que c'était le théâtre. Mais à travers le fonctionnement du théâtre, j'ai essayé d'aller à contre-courant de ce que

montrer que l'intervention de l'Etat, c'est une fonction organisatrice, de structuration, et que l'orientation se faisait à partir de là. Au fond, c'est en sélectionnant un certain type d'établissement, un type de produit, que toute l'activité théâtrale est orientée.

Par exemple, en privilégiant pendant un certain nombre d'années un type d'établissements qu'étaient les centres

production théâtrale autre que le seul fait de ne pas être à Paris ? On avait le sentiment que partant de province quelque chose de profond se passait.

J'ai donc essayé de montrer cela, en partant de deux cas types : le théâtre du Soleil et une déclaration de Giorgio Strehler, directeur du Piccolo Théâtre de Milan. Le théâtre du Soleil disait : « les places subventionnées chez nous coutent tant à l'Etat, et celles de l'Opéra coûtent tant, pourquoi ? » Et j'ai rapproché cela de la déclaration de Giorgio Strehler - metteur en scène prestigieux au sens classique. Il était venu faire une mise en scène pour l'Opéra, et il a dit à ce moment-là quelque chose de très important : « le théâtre est de moins en moins artisanal, de plus en plus on y travaille comme dans n'importe quelle entreprise industrielle, c'est à dire qu'à six heures, les gens s'en vont ». On n'a plus la notion des gens qui se fondent

« L'essentiel c'est de tendre à faire fi de tout ce qui oriente la production théâtrale tout en sachant qu'on ne peut y parvenir... »

l'on raconte souvent : c'est-à-dire que pour la plupart des professionnels du théâtre, le poids de l'Etat consiste à orienter la production, mais soit dans la programmation, soit dans la sélection. C'est quelque chose que j'entends constamment. Il y a des élus, et il y a ceux qui sont rejetés, etc. Alors j'ai voulu

dramatiques, on a tenté d'établir l'idée qu'il était possible de fonder des théâtres dits de la décentralisation. Et dans la décentralisation on sous-entendait un certain nombre de caractères dont on connaît mal la réalité : est-ce que le seul fait d'être décentralisé impliquait une transformation de la

complètement dans le produit artistique, qui s'y livrent corps et âme dans n'importe quelles conditions. Alors j'ai rapproché ces deux éléments-là, parce qu'ils me paraissent très caractéristiques de la période actuelle. D'une part, pour faire du grand art, ou de l'art indiscutable, il faut des techniciens, pour chaque spécialité ; et ces techniciens il faut les payer très cher, il faut des moyens considérables : des scènes, des salles, des orchestres, des comédiens, des chanteurs, etc... Et en même temps, en faisant appel à ces super-spécialistes, on accentue une division du travail. Donc plus on va vers l'art supérieur, plus il faut le payer, et en le payant plus on crée des séparations entre les divers techniciens. Dans le cas du Théâtre du Soleil on avait - avait, car il est de nouveau au chômage - l'inverse. C'est-à-dire une troupe essayant d'égaliser le rapport au produit ; tout le monde est créateur, les gens travaillent de manière égale, il y a moins de spécialistes, ou plutôt tout le monde peut l'être à son tour. Et d'un autre côté, il y a une présence sur le lieu de travail de type artisanal qui ne correspond plus aux normes qui sont celles du super-théâtre.

Alors je fais ce rapprochement, parce que c'est seulement à travers lui qu'on peut comprendre tout le système du subventionnement. En fait l'Etat fixe des subventions selon sa loi, non selon des critères de qualité artistique, sa loi étant la notoriété de la compétence, capitalisable dans sa capacité ou non d'attirer les foules. Il en résulte que c'est peut-être parce que l'Opéra coûte cher qu'on augmente ses subventions. Beaucoup d'argent veut dire industrialisation, donc accroissement de la division du travail. Peu d'argent, dans le cas du théâtre du Soleil, veut dire un théâtre artisanal, une répartition égalitaire des tâches, et donc des conditions matérielles de travail insupportables.

Et en plus la nécessité de répondre à des normes de rentabilisation. D'où le choix par certains de rester hors les institutions, malgré l'inévitable aspiration à un statut social.

Oui. Mais dans tous les cas le poids de l'institution compromet la production. Dans le cas de Mnouchkine ou de Z on

La madone des ordures de Bendetto



TRE DIFFERENT

trouve une plus grande liberté, sans doute, mais cette liberté elle est payée en nature, par du surtravail : crever de faim pour produire un spectacle, pointer au chômage, être dans une situation d'instabilité ou d'inquiétude permanente, c'est quelque chose aussi où le poids du système joue à plein.

D'un autre côté je ne veux pas dire qu'il faut rester pur et dur. Mais je vais te citer un exemple. Le directeur du théâtre de la Salamandre (théâtre de la région du Havre dont le directeur vient d'être nommé dans le Nord) dit une chose très intéressante. C'est la première fois que j'entends un jeune, qui occupe la fonction qu'il occupe, découvrir la contradiction dans laquelle il s'est enfoncé : il a maintenant des moyens, mais ces moyens sont insuffisants pour faire le travail qu'il veut produire. Et en outre, il est immédiatement condamné à produire quelque chose qui soit acceptable par tous les médiateurs du travail théâtral, donc légitimes, les organismes de tutelle, etc. tout l'appareil ; faute de quoi il sera liquidé dans deux ans.

Ce que je crois donc important, à travers des exemples comme « Z » ou

Mnouchkine, ou comme ce qu'avait essayé de faire Vilar à la naissance du TNP, c'est de montrer qu'il y a une volonté - qui dans le cas de Vilar avait avorté au bout d'un certain temps - de ruser avec la production proprement dite, avec tout le système en lui-même. C'est à dire de ne plus introduire dans le produit, dès sa conception, tous les éléments qui font qu'il est déjà censuré, obliéré. L'essentiel, c'est de tendre à faire fi de tout ce qui oriente la production théâtrale, tout en sachant qu'on ne peut y parvenir, mais en essayant de mettre en cause sans arrêt cette orientation.

Mais la ruse dont tu parles, pose au delà d'elle même un problème fondamental : la conception du théâtre qui la sous-entend, sa fonction, son rapport au public, son efficacité. Tu parlais du TNP. Il consacre une certaine rupture avec le théâtre qui l'a précédé, Planchon à son tour présente une rupture avec le TNP, le Soleil une rupture avec Planchon, « Z » avec le Soleil, etc. Mais est-ce que l'un représente par rapport à l'autre un degré plus élevé de rupture

avec l'orientation de l'institution ?

C'est-à-dire que cette possibilité, elle est toujours dans un rapport de force politique. La capacité de Planchon de monter Brecht à telle ou telle période, elle n'est pas donnée éternellement. Un autre exemple est celui du Franco de Gatti, au TNP, qui a été interdit. Ce que je veux dire, c'est que ce qui peut se faire à l'intérieur de l'institution ne dépend pas de l'institution, mais de ce qui arrive à l'extérieur.

Il y a effectivement une rupture entre Mnouchkine et Planchon, entre Mnouchkine et Vilar. Ne serait-ce que parce que le Théâtre du Soleil a inventé un lieu, une situation globale. Mais Mnouchkine c'est l'après Mai 68, c'est véritablement des conditions nouvelles de production, la tentative de réaliser l'utopie. A partir d'un degré zéro du lieu, de réunir les conditions pour créer quelque chose. C'est la tentative de créer une dramaturgie du moment, qui est à moitié réussie, à moitié ratée. Mais qui s'inscrit comme « Z » dans des perspectives de ruptures nouvelles.

Propos recueilli par P. Razdac



1793 vu par le Théâtre du Soleil

Dans l'objectif

BESANÇON

Festival de musique traditionnelle à Besançon-Mamirolle. Avec Melusine, Servat, Padigro, Siffer, Gwendal, etc. Ils ont le secret des galoches et des sabots de sept lieues pour être partout à la fois. Les 5, 6 et 7, renseignements auprès de Gilles Garneret, 13 rue du Palais de Justice à Besançon.

BOLBEC

Le 5 juin aura lieu une journée d'animation pour populariser la lutte des animateurs de la MJC contre la fermeture décidée par la municipalité. L'après-midi il y aura une animation des rues avec groupes folk et théâtraux et le soir un spectacle. Cette journée est importante à un moment où toute la région est frappée par une politique de répression en matière de culture et d'animation populaire.

GAP

Vendredi 4, à 20 h 45 à la salle du ciné-culb rue des Trois Frères Dorche, le PSU organise une discussion sur la normalisation par la psychiatrie autour du film *Asylum (Fous de vivre)*.

FONTAINE DU VAUCLUSE

Pour le vingtième anniversaire de la Fédération des auberges de jeunesse, le Théâtre du chêne noir donnera une représentation de *Chants pour le delta, la lune et le soleil*. 6 juin à 22 h.

BAYONNE

Le 5, les rencontres sur l'histoire et la culture basques continuent avec des débats sur l'avenir de la chanson basque, la situation des réfugiés, les aspects théoriques de la question nationale, etc. Au musée basque de Bayonne à partir de 15 h 30.

ANGERS

Au cinéma Le club, la semaine « du côté des femmes » continue avec trois films : *Jeanne Dielman, Sous les pavés la plage, On s'est trompé d'histoire d'amour*. Le samedi 5, à 14 h 30, le groupe femme organise un débat après la projection de *Maso et Miso vont en bateau, Les prostituées de Lyon, Petites têtes et grandes surfaces*.

PARIS CAFE-RESTAURANT

Où voulez-vous que ce soit un vendredi soir à 21 h, 4 rue Crillon dans le 4ème pour 21 F, réservations 278 09 71 avec des chansons par Alain Oudart et des textes par Alain Combes ?

CINEMA

Au TEP, 17 rue Malte-Brun, 20ème sont présentés les films de la semaine de la critique de Cannes. Vendredi 4 à 20 h 30 : *Une fille unique* de Philippe Nahoum, samedi à la même heure : *Iracema* de Jorge Bodazky et Orlando Senna.

BELGIQUE

Pour une fois au lieu de foncer à Amsterdam dès qu'on a un petit week-end, on peut s'arrêter en

Belgique, exactement à la jonction des autoroutes A 41 et A 40 où se trouve la charmante petite cité de Namur, à 15 km de là, sur la nationale 22 se dresse fièrement l'abbaye de Floreffe avec son vieux donjon moussu perdu dans les brumes. Les voules antiques de style byzantin vibreront les 5, 6 et 7 juin des échos champêtres de la fête du temps des cerises.

Chanteurs, musiciens, baladins et bouffons de Flandres, Wallonie et autres lieux convient à célébrer la différence culturelle et politique d'entités régionales opposées au centralisme des états.

Le samedi 5 juin à 15 h : concert par l'harmonie St Charles, Lu Gaw (Wallonie), De Snaar (Fl.), Jofroi «Wal.», Les zunants plankets (Wal.), Ys (Bretagne). A 22 h : cabaret chansons et bal pirate au kiosque.

Le dimanche 6 juin à 10 h : débat « Parlers populaires : expression d'aujourd'hui ». A 13 h 30 : les turcos de Floreffe (marcheurs et batteries de l'Entre Sambre et Meuse), Albion Morrisman (G.B.), Violon Dingue (Belgique), Jean Kergrist (Bret.), Les coulonneux (Wal.), Marti (Occitanie), Géranium (Alsace), John Kirkpatrick et Sue Harris (G.B.), Magic Lantern (G.B.) N.B : au ballodrome : tournoi de balle pelote pour le 12ème grand prix Doumont (Floreffe, Pontaury, Opwickjk) avec la participation de l'harmonie de Floreffe (entre 14et 16heures) Clov nq. marionnettes, crèche, camping, artisanat, etc...

ce soir, sur  FR3

Viol et violence

LE CRIME OU LA VICTIME EST TRAITEE EN ACCUSEE.

Une heure sur le viol à la télé, c'est quelque chose qu'il ne faut pas manquer. Comme l'avortement avant la mobilisation du MLAC et des mouvements de femmes, le viol était un crime dont on ne parlait pas, dont les victimes avaient honte.

L'émission est centrée sur le témoignage de Liliane, violée le 29 juillet 1969 par un automobiliste alors qu'elle faisait du stop. Elle a porté plainte. La procédure a duré sept ans pendant lesquels elle a dû raconter cent fois le viol, se justifier, prouver qu'elle n'était pas coupable, faire face au mépris, aux moqueries, dans le commissariat, au tribunal, devant l'expert psychiatre. Quand elle raconte, quand elle revit toutes les humiliations qu'elle a subit pendant ces sept années, on a mal de rage. D'autres prennent la parole, dont les mots même sont des agressions pour les femmes violées : ce sont ceux qui les jugent : le président de la cour d'assise de Paris : Ulman, l'expert psychiatre auprès des tribunaux, Romajon qui oppose le « viol incontestable » d'une jeune fille vierge et le viol ou la femme est plus ou moins « consentante » par exemple dans les cas de viol en bande où la fille accepte de coucher avec son petit copain « et tous les autres passent derrière ». Oui, pour ce monsieur elle était consentante puisqu'elle avait commencé ! On a envie de hurler. Des avocates (dont une de la *Ligue du droit des femmes*) Hélène Cixous, sont interrogées. L'émission montre le climat d'agression dans lequel vivent les femmes, les regards, les chansons (Michel Sardou chante : « j'ai envie de violer des femmes, de les forcer à m'admirer »). Giroud, qui comme toujours n'en rate pas une, compare la femme à un lapin dont l'homme serait le chasseur. Sa solution : des femmes dans les commissariats, des femmes juges et avocates. « Aucune femme ne sera indulgente à celui qui a violé, aucune femme ne dira « il a été provoqué ». Madame Giroud pourrait savoir pourtant, que dans un récent procès, c'était une femme qui défendait le violeur d'une fille de 15 ans et qui affirmait que quand il n'y avait pas trois hommes pour maîtriser une femme, on ne pouvait parler de viol.

télévision

TF 1

- 13.00 Journal
- 13.35 Programmes régionaux
- 18.05 Pour les jeunes
- 18.30 A la bonne heure
- 19.05 Château espérance
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Alors raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Au théâtre ce soir : Am stam gram d'A. Roussin. Scrogneugneu...
- 22.10 Les grands mystères de la musique : Tchaïkovsky. Pour Bernard Gavoty la musique est faite de chagrins d'amour, de liaisons sentimentales et des problèmes afférents. La composition est un aspect mineur de la question.
- 23.05 Journal

A 2

- 14.15 Programmes régionaux
- 14.30 Les après-midi d'Antenne 2.
- 18.15 Si les Français n'étaient pas venus. Accès de lucidité dans cette série, l'épisode d'aujourd'hui s'appelle : sauve qui peut !
- 18.30 Journal
- 18.40 Le palmarès des enfants
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Y'a un truc
- 20.00 Journal
- 20.30 Le chirurgien de Saint-Cloud
Encore un feuilleton familialo-médical ; question : pourquoi se battent les deux infirmières ? Réponse : pour les beaux yeux du chirurgien qui sous des allures bourruées cache un cœur d'or. Faudrait des greffes pour changer tout ça.
- 21.35 Apostrophes : Cavanna, Jean Manant, Poirot-Delpech, Audouard.
- 22.45 Journal
- 22.50 Ciné-club
L'arche de M. Servadac, Film tchécoslovaque de Karel Zeman (1970). Long métrage d'animation fantastique.

FR 3

- 18.15 Emission alsacienne pour la région de Strasbourg
On y parle des Etats-Unis qui ont deux cents berges.
- 18.45 Pour les jeunes
- 19.05 Programmes régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
La ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Vendredi
Fait divers : le viol. Voir *Ce soir sur FR3*
- 21.30 Les grandes batailles du passé : *Solférino (1859)*
- 22.20 Journal
- 22.35 Emission alsacienne
By uns d'haam.



Le Vietnam après les élections du 25 avril

99% POURQUOI ?

Les résultats des élections du 25 avril à la nouvelle assemblée vietnamienne, qui doit se réunir pour la première fois à Hanoï dans le courant du mois de juin sont maintenant connus. Une intense campagne préélectorale se sera déroulée au Vietnam pour assurer la participation la plus massive au scrutin, des urnes mobiles permettant aux handicapés de voter. 98 % des inscrits à Saigon et 99,82 % à Hanoï ont déposé leur bulletin de vote. Pour l'ensemble du Vietnam, le taux de participation est de 99,77 % et 95 % pour le seul sud, selon le conseil pour les élections générales. La composition sociale des 492 élus est la suivante : 80 sont des ouvriers, 100 des paysans, 6 des artisans, 54 des militaires, 141 des cadres politiques, 98 des intellectuels et « personnalités démocratiques »

Les résultats des élections du 25 avril reflètent l'hégémonie maintenant complète du parti communiste vietnamien (le PTVN) sur l'ensemble du territoire. L'opposition réactionnaire qui ne pouvait se présenter aux élections, n'a pas cherché de confrontation directe (comme l'organisation d'un boycott par exemple) avec le nouveau pouvoir révolutionnaire. Le changement d'attitude de la hiérarchie catholique est à ce titre symptomatique. Au lendemain des Accords de Genève, en 1954, elle avait engagé une furieuse campagne anti-communiste qui s'était soldée par le départ de plusieurs centaines de milliers de catholiques du nord vers le sud, fuyant l'antéchrist. La hiérarchie s'enfermait dans un ghetto en RDVN, tandis qu'elle s'affirmait la colonne vertébrale du régime fantoche au sud.

L'espoir d'une victoire de l'occident chrétien a maintenant disparu. L'Eglise du nord (forte d'environ 1 200 000 membres) marque le coup après la libération de Saigon. Pour la première fois, l'archevêque de Hanoï, Mgr Khuê, rend officiellement visite aux autorités et leur présente ses vœux. « Avant, explique-t-il, nous n'étions pas sûrs que les communistes pouvaient gagner. Maintenant, nous le sommes... » (voir Hugues Tertrais, *Le Monde Diplomatique* de mai 75). Après quelques mois d'intox au sud, la hiérarchie catholique reconnaît à son tour le fait de la victoire. L'archevêque de Saigon, Mgr Binh, désavoue l'action de petits groupes contre-révolutionnaires et publie une lettre pastorale saluant la réunification.

Les scores électoraux au sud - où les éléments politiquement réactionnaires, ou simplement dans l'expectative, restent très nombreux - expriment d'abord cela. La déroute impérialiste en Indochine aura été si profonde que le réalisme veut que l'on porte à l'Assemblée Nationale les vainqueurs... Quitte à refuser peut-être ses voix au « transfuge » devenu compagnon de route du PC : le révérend père Chan Tin est le seul membre de l'ex « troisième composante » à n'avoir pas

été élu. Vote d'adhésion, votes attentistes se sont combinés dans la région saïgonnaise pour sanctionner ce que la lutte avait fait passer dans les faits : la réunification socialiste du pays. Mais compte tenu de la pression politique exercée lors de la préparation et du déroulement du scrutin, des listes uniques présentées par le FNL et de l'alliance des forces démocratiques et de paix, ces élections prennent plus le sens d'un plébiscite que d'un vote d'orientation politique.

Etant donné l'impossibilité pour les éventuels courants autres que le PTV se plaçant dans le cadre de la réunification socialiste de se présenter, les résultats sont peu significatifs des clivages politiques existants au sein ou en dehors du PTV - quant aux rythmes de construction du socialisme au nord et au sud, aux problèmes de la réunification et du passage au socialisme.

La réaction n'a pas désarmé pour autant, mais elle s'est refusée à l'épreuve de force sur ce terrain, perdue d'avance.

Ni démocratie soviétiste...

Le programme des listes - uniques - de candidatures se résumait pour l'essentiel à ces trois points : reconnaissance de l'hégémonie du PTVN, approbation du processus de réunification socialiste du Vietnam, poursuite de l'effort de reconstruction économique. Il n'y aura pas eu de débat sur les rythmes et les formes de la socialisation, la nature de la direction du parti, le rôle des comités populaires, le contenu de la future constitution. Le vote était vote de confiance à l'égard du Parti des travailleurs du Vietnam. Cela aussi explique la nature des scores électoraux.

Les décisions d'orientation restent l'apanage des sommets du parti communiste. C'est là que sera choisie la nouvelle constitution. Elle sera ratifiée, après consultation, par l'Assemblée Nationale et le Congrès du parti. On a vu (Rouge du 28/4/76) que momentanément les « comités populaires » avaient été nommés et non élus dans la

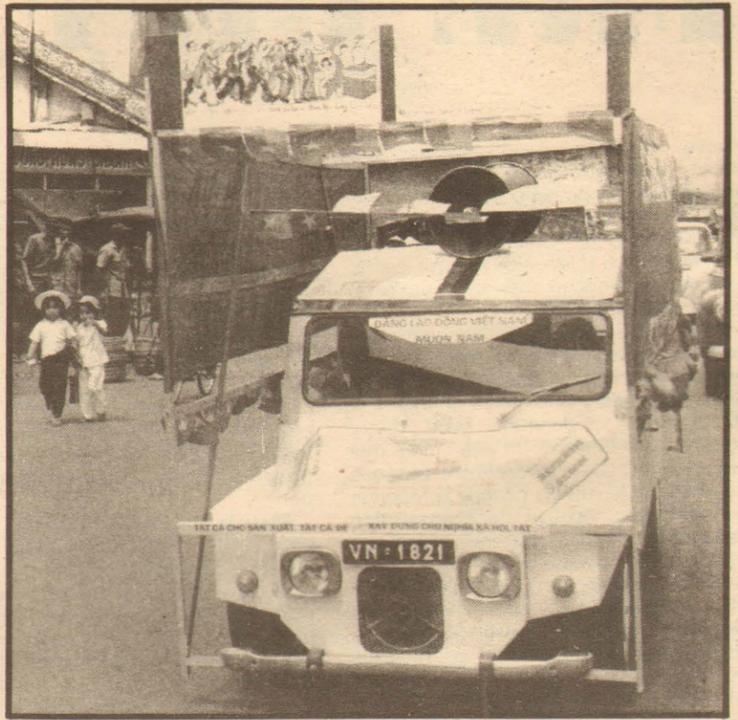
région saïgonnaise. Mais au nord, de ce point de vue, le problème n'est pas substantiellement différent. Il y a en effet coupure institutionnelle entre les « comités populaires » locaux et la structure nationale de l'état. Il y a prééminence reconnue du parti sur l'état et monopartisme de fait, sinon de droit. Enfin, dans l'ensemble du parti comme de l'état, les discussions portent plus sur l'application d'une ligne déjà définie que sur son choix.

En cela, il n'y a pas intervention directe des travailleurs dans la gestion de l'état ouvrier vietnamien. Le parti est à la fois médiation et écran, véritable centre de pouvoir.

... Ni dictature de l'appareil

Le Vietnam du sud n'en entre pas pour autant dans l'ère du Goulag, chère à Soljenitsyne. Selon les témoignages disponibles, on assiste au contraire à une maturation nouvelle de la conscience de classe. Pour les paysans travailleurs, la libération ne signifie pas seulement la paix et la fin de la domination du propriétaire foncier. Ce sont les conditions de la collectivisation volontaire de l'agriculture qui sont progressivement réunies. Dans l'entreprise, l'ouvrier impose aujourd'hui son droit de cité, aussi bien dans le secteur privé (capitaliste) que dans le secteur d'Etat; les problèmes de production, de cadences, de conditions de travail, de hiérarchie professionnelle etc... sont maintenant discutés collectivement, ateliers par ateliers. Le bouleversement social et économique du sud-Vietnam se sanctionne bien par une capacité d'intervention, jusqu'alors inconnue, des masses dans la vie sociale et politique locale. Le poids des organisations de masse reflète, ce phénomène, la profondeur de la mobilisation.

C'est cela qui permet de comprendre l'amélioration, même relative, des conditions des masses travailleuses urbaines malgré les difficultés extrêmes de l'économie. La situation reste en effet très difficile du fait de la dépendance de l'économie par rapport aux



approvisionnement extérieurs. Dans l'ensemble, l'appareil de production ne semble tourner qu'à la moitié ou à 60 % de ses capacités. Néanmoins Rouge du 27/4/76 donnait l'exemple des changements opérés dans la condition ouvrière d'une entreprise textile. Un autre témoignage, portant sur une entreprise privée de peinture montre l'évolution de la grille des salaires : celui des ouvriers a augmenté de 20 %, celui des patrons et des cadres a baissé de 50 % (*Libération* du 4/5/76).

Le monopole politique du PTVN

Un an après la libération ultime du sud-Vietnam, les traits contradictoires de la révolution vietnamienne se confirment : prise en charge directe de la vie sociale et politique locale par les masses d'une part, monopole politique étroit de la direction du Parti communiste sur le plan national d'autre part. Cette situation n'a été rendue possible parce que le PTVN est l'unique organisation révolutionnaire active sur l'ensemble du territoire, régie qui plus est par un centralisme bureaucratique. Cela n'a pas toujours été le cas au Vietnam. Dans les années trente, plusieurs courants révolutionnaires se cotoyaient, se confrontaient et collaboraient tout à la fois. A Saigon, membres du Parti Communiste Indochinois, nationalistes révolutionnaires des groupes de Nguyen An Ninh, militants trotskystes animaient ensemble un organe de presse, *La Lutte*, qui domina longtemps la vie politique régionale. En 1945, au lendemain de la révolution d'août, la vie politique, notamment au sud, restait encore très diversifiée. Dans les deux cas, le cœur du mouvement national était encore situé dans les villes.

Les échecs du mouvement ouvrier français de 1936 et 1945, les trahisons du PCF et l'orientation politique défendue par Moscou, l'intervention des forces coloniales en 1945-1946 allaient modifier cet état de chose en rejetant les forces révolutionnaires dans un long combat, centré dans les campagnes, pour la libération. Plusieurs générations de militants urbains du mouvement ouvrier qui poursuivaient une lutte opiniâtre, seront décapitées par la répression impérialiste. Parallèlement, dans la guerre et les zones libérées, le monopole politique total du Parti communiste vietnamien allait s'instaurer.

A la fin de la seconde guerre d'Indochine, seuls de très petits courants du mouvement syndical (dont un courant trotskyste), les éléments de la 3ème composante et quelques noyaux politico-religieux ont, en dehors du PTVN, poursuivi la résistance. Toutes les grandes forces politico-religieuses ont peu ou prou collaboré avec l'occupant et le régime fantoche. Le PTVN était bel et bien devenu le

porte-parole unique de la « nation opprimée »

Les causes des déformations bureaucratiques de l'Etat ouvrier vietnamien sont donc profondes, historiques. Sociales aussi : rappelons qu'il n'y a que 300 000 ouvriers dans la région saïgonnaise pour 400 000 prostituées, 250 000 intoxiqués à l'héroïne ou l'opium, et beaucoup plus d'assistés. La responsabilité propre de la direction du PTVN n'en est pas moins engagée. C'était en 1945-1946 l'assassinat de nombreux militants trotskystes par des membres du Parti Communiste. C'est aujourd'hui la défense d'un modèle institutionnel qui épouse, au lieu de les combattre, ces déformations.

Le principe du « soviétique », cellule de base de l'Etat où se discute largement les choix d'orientation alternatifs et qui délègue ses représentants à l'Assemblée Nationale, est en effet absent de la Constitution. Or seul, ce système permet d'organiser l'intervention la plus directe possible des masses dans la gestion de l'Etat, le contrôle le plus étroit des cadres et fonctionnaires, la définition la plus exacte des rythmes souhaitables de développement économique. C'est pour cela que les campagnes régulières contre la bureaucratie lancées par le BP du PTVN touchent plus aux conséquences du mal qu'à ses racines.

Quelqu'en soient les causes - objectives ou liées à l'orientation du PTVN - l'absence d'un système soviétique de démocratie socialiste interdit de saper à la racine les phénomènes bureaucratiques. Dans ces conditions, la période ouverte par la réunification socialiste du pays sera dominée par une confrontation latente entre la mobilisation des masses et leur exigence de mieux-être et les pesanteurs bureaucratiques. « Maintenant qu'ils sont au pouvoir, ils commencent à se détacher du peuple » notait à propos des « mauvais cadres » le journal communiste de Saigon *Giai Phong*. Les dangers professionnels du pouvoir n'ont pas fini, de se manifester.

Il est vain d'attendre que l'idée - et la pratique - des soviets, des conseils ouvriers, surgissent naturellement au sein du PTVN. Elle est trop étrangère à l'histoire de la révolution vietnamienne. Elle ne pourra naître qu'au travers d'une nouvelle expérience des masses prolétariennes au Vietnam, confrontées aux tâches d'industrialisation socialiste d'un pays encore économiquement arriéré, et de l'exemple donné par les développements de la révolution mondiale.

A la fois conflit social et politique, la confrontation entre mobilisation de masse et phénomène bureaucratique se refractera au sein du PTVN. Problème encore non résolu, la question de la nature de la démocratie socialiste dominera l'évolution future de la révolution vietnamienne.

Pierre Rousset

